



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

LA LUTTE DE CLASSE EST INTERNATIONALE



FRANÇAIS-IMMIGRÉS | PAGE 3

SYNDICATS | PAGE 5

EMPLOI | PAGE 7

ET AUSSI...

TOUS UNIS



**MEETING
OÙ VA LA
CGT ?**

**LA FLEXI-
SÉCURITÉ ?**



**LE MODÈLE
DANOIS ?
NÉPAL
NESTLÉ/
MARSEILLE**



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille
Voie Proletarienne.

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 2^e trimestre 2006. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS



Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

TOUTES NOS LUTTES SONT POLITIQUES ET INTERNATIONALES

Réunie à Nancy le 16 avril, la coordination nationale étudiante a dénoncé les crises de victoire de l'UNEF, syndicat étudiant à dominante PS, suite au retrait du CPE. Elle affirme que la lutte continue, au moins jusqu'au 1^{er} mai, contre l'intégralité de la loi sur «l'égalité des chances», contre la loi sur le CNE, et contre le projet de loi sur l'immigration. Victoire ! disent les uns. La lutte continue ! disent les autres. A VP-Partisan, nous disons les deux ! Car une bataille a été gagnée, mais à l'évidence la guerre n'est pas finie.

LA VICTOIRE EST D'ABORD POLITIQUE. Une bataille, même si elle reste très limitée, a été gagnée, et il est important, pour se préparer à celles qui ne manqueront pas de suivre, de nous mettre d'accord sur sa portée. D'un point de vue purement économique et syndical, le bilan est maigre. Un seul article, l'article 8, d'une seule loi, a été «remplacé». Un seul type de contrat, sur 26 existants, a été supprimé. Mais d'un point de vue dynamique et politique, le bilan est considérable. Le pouvoir a reculé, sur une loi qu'on nous disait définitivement votée, approuvée par le Conseil constitutionnel ! Le projet de contrat unique – un CPE pour tous – est gelé. La démonstration est faite, ou refaite, qu'en luttant massivement, en s'organisant démocratiquement, sur des objectifs clairs et justes, le camp des travailleurs pouvait vaincre. Autrement dit,

les vraies victoires, y compris pour nos intérêts économiques immédiats, sont les victoires politiques. C'est une des leçons de cette bataille.

C'est une victoire, limitée certes, contre la bourgeoisie et la précarité. Nous devons encore batailler contre de nouvelles attaques. Une victoire de la gauche plurielle n'y changera rien. Il n'y aura de victoire complète contre la précarité qu'en liquidant l'exploitation capitaliste. C'est à dire quand les ouvriers, les travailleurs, auront le pouvoir économique et politique. Et cette question reste entière.

FRANÇAIS, IMMIGRÉS, MÊME COMBAT ! Dans la colonne «Limites» du bilan, la question du Ceseda – code d'entrée et de séjour des étrangers et demandeurs d'asile – est à mettre en tête. Pendant le mouvement contre le CPE et la précarité, la loi durcissant les conditions du Ceseda passait au Parlement. Beaucoup trop discrètement. Les directions réformistes avaient toutes les peines du monde à limiter la lutte au CPE, le lien avec le CNE et l'ensemble de la loi de «l'égalité des chances» était difficile à éviter. Quant aux travailleurs sans-papiers, même s'ils étaient présents dans les manif, leur lutte ne l'était pas assez, ou pas du tout, dans l'ensemble des slogans. «Français, immigrés, mêmes patrons, même combat» ? Oui, mais pour les travailleurs et les jeunes immigrés, c'est la précarité-dou-

ble-peine : licenciement et expulsion ! Retrait du Ceseda !

La mesure-phare, c'est la remise en cause du principe des dix ans de présence. Un sans-papier pouvant justifier de dix ans de travail et de séjour était en principe régularisable. Désormais, c'est le Préfet qui jugera, au cas par cas. Le principe de l'immigration choisie, ce n'est pas seulement celui d'une main-d'oeuvre adaptée au plus près des besoins du capitalisme. C'est surtout celui d'une immigration intérimaire. Précaire. Et le RESF, réseau éducation sans frontières, mobilise et se mobilise contre une «chasse aux enfants» durant l'été, suite au premier recul de Sarkozy recommandant d'attendre la fin de l'année scolaire pour expulser les élèves sans-papiers.

L'internationalisme n'est pas un plus, c'est un fait. La solidarité internationale n'est pas une question de générosité, c'est une nécessité. A l'heure de la mondialisation, des délocalisations, de la directive Bolkestein, à l'heure de l'immigration choisie et jetable, si on ne sort pas d'un cadre français ou européen de «gauche», on est perdants à coup sûr.

Qu'est-ce que la précarité, sinon la pression du chômage sur ceux qui travaillent ? Il faut y ajouter la pression du niveau de vie des pays dominés, qui ont ce niveau de vie parce qu'ils sont dominés.

L'impérialisme est partout, jusque dans nos salaires, nos emplois, nos conditions de travail, notre précarité.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ! Karl Marx écrivait en 1864, pour l'Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs : «La conquête du pouvoir politique est devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs. Il est un élément du succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes les luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées.»

Toutes nos luttes, comme la lutte contre le CPE et la précarité, SONT – il faut simplement le reconnaître et le faire vivre – POLITIQUES et INTERNATIONALES. C'est une leçon à retenir pour les batailles à venir. Alors nous pourrons, sur des bases solides, être UNIS PAR L'ASSOCIATION ET GUIDÉS PAR LE SAVOIR. Alors nous pourrons gagner de grandes batailles, vaincre, et changer le monde.

LA POLICE DE L'IMMIGRATION A L'ŒUVRE !

Ces dernières semaines, la région lyonnaise a connu plusieurs affaires qui témoignent de l'acharnement avec lequel la nouvelle police de l'immigration du gouvernement Chirac entend remplir ses missions !

EN DÉPIT DE LA SCOLARISATION de ses deux enfants Artem et Levon de 7 et 9 ans, la famille Arutyunyan avait sans doute été ciblée en raison de son arrivée récente en France et parce qu'elle relevait des accords de Dublin. Arrêtée à son hôtel à l'heure du départ à l'école, elle a été expulsée au terme d'une lutte menée de façon extrêmement tenace autant par la famille elle-même que par la communauté scolaire de l'école des Sablons de Décines appuyées par le Réseau Education Sans Frontière. Après deux refus d'embarquement à Satolas, soutenus à chaque fois par plusieurs dizaines de parents d'élèves, d'enseignants et d'ami(e)s présents à l'aéroport, les autorités ont fait transférer la famille au centre de rétention de Coquelles. Surpris par le soutien qui s'exprimait également à Coquelles, craignant de nouvelles manifestations de soutien à Orly ou Roissy, mais décidé à ne pas céder, le Ministère de l'Intérieur a finalement fait transporter la

famille à l'aéroport du Bourget pour l'expulser, non sans violence, vers la Suède par avion spécial.

A MÂCON, c'est un jeune père de famille turc qui a fait les frais de l'acharnement policier. Lui aussi a refusé deux fois d'embarquer à Satolas, et à chaque fois avec des manifestations de soutien à l'aéroport. La 2ème fois, il a été débarqué suite aux protestations de passagers et à la décision du commandant de bord. Après un mois de prison dans l'attente du jugement, Sahin a fait l'objet d'une condamnation symbolique, et aurait dû sortir libre. Mais prétextant un nécessaire retour à la prison pour récupérer ses affaires, la police a procédé à un véritable enlèvement dans les couloirs du tribunal. Quand la famille et les proches de Sahin ont eu des nouvelles de lui le lendemain, il avait déjà été «reconduit» en Turquie. Maintenant, ce sont sa femme et ses deux enfants nés en France que la Préfète de Saône et Loire harcèle pour qu'ils repartent «volontairement»...

ENFIN, actuellement encore, Makan, un Malien de 36 ans, purge à Villefranche une peine de 8 mois de prison ferme pour avoir hébergé un de ses compatriotes sans-papiers. A sa sortie de prison, il risque l'expulsion car la « Justice » l'a en plus condamné à 5 ans d'interdiction de territoire pour la même raison. Makan vivait en France depuis 16 ans, avait une carte de 10 ans, et travaillait dans la restauration. Son histoire prouve que les lois, la justice, la police menacent y compris

les immigrés en règle qui pourraient se croire à l'abri. Les collègues de travail et amis de Makan ont constitué un comité de soutien (www.makan-dabo.com).

Tout cela montre à quel point la police entend actuellement avoir le dernier mot ! Au service de lois iniques qui interdisent l'asile et l'installation libre des migrants, la police, comme la justice, servent l'Etat impérialiste de ce pays. Et s'il arrive que des juges aient des velléités d'humanité, ils sont vite dépassés par la police et les préfets

qui annulent de fait, plus ou moins rapidement, leurs décisions... Pourtant, tout n'est pas perdu ! L'acharnement de la police rencontre de plus en plus souvent l'opposition de simples «citoyens» outrés de tant de brutalité. Cette opposition prend et prendra des formes de plus en plus radicales, tandis que nous travaillerons partout où nous le pourrons à la rendre de plus en plus consciente de la nécessité d'abattre ce système impérialiste à l'origine de tant de malheurs.

Militante VP

LES AUTOCOLLANTS Partisan

<p>Partis de droite et de gauche... «gauche plurielle» berent le capitalisme Construisons un parti politique qui défende les travailleurs ! Journal Partisan</p>	<p>La droite et la gauche au service du capitalisme nous offrent chômage, précarité et misère Que se vayan todos ! «Qu'ils s'en aillent tous !» Journal Partisan</p>	<p>La bourse s'envole... La précarité décollé ! Journal Partisan</p>	<p>Avec ou sans travail Avec ou sans papiers Exploités de tous les pays Nous menons le même combat Journal Partisan</p>
<p>C'est anticapitaliste C'est communiste et révolutionnaire C'est pour une autre société C'est mensuel C'est Journal Partisan</p>	<p>Contre la droite et la gauche au service du capitalisme qui nous offrent chômage, précarité et misère Résistons et organisons-nous ! Journal Partisan</p>	<p>Salaires raccourcis Cadences folles Horaires flexibles Petits boulots sous-payés Y'en a marre ! Résistons et organisons-nous ! Journal Partisan</p>	<p>Travailleurs ou chômeurs, immigrés, sans-papiers, exploités de tous les pays : Nous menons le même combat Journal Partisan</p>

À COMMANDER À NOTRE BP

Tous unis... mais avec des différences

On ne peut que se féliciter du vent d'unité qui souffle dans les mouvements de lutte pour la régularisation des sans-papiers. A l'heure où se prépare un nouveau durcissement des lois sur l'entrée et le séjour des étrangers, le Collectif «Uni(e)s contre une immigration jetable» rassemble. Et à l'heure où s'organise la traque des familles étrangères sans-papiers, RESF unit aussi beaucoup de forces en provenance d'horizons politiques et idéologiques très variés.

SANS-PAPIERS



Partout où VP-Partisan agit pour la défense des sans-papiers, nos militants défendent l'intérêt de l'unité. Mais n'en oublions pas de débattre des différences ! Au nom de quoi défendons-nous le retrait de la réforme du CESEDA ? Au nom de quoi défendons-nous le droit des familles et des immigrés à s'installer librement en France ?

CE N'EST PAS AU NOM DES VALEURS ÉTERNELLES D'UNE FRANCE DÉMOCRATIQUE... ET MYTHIQUE ! Nombreux sont ceux qui, dans ces mouvements, se réfèrent aux traditions républicaines ou aux traditions d'accueil de la France. Mais, où étaient les traditions démocratiques et républicaines de la France quand, en 1871, le gouvernement de Thiers faisait fusiller par milliers les Communards qui voulaient une société plus juste ? N'oublions pas que c'est justement au nom des valeurs républicaines «civilisatrices» que la France a colonisé, pillé, et massacré, dans des dizaines de pays d'Afrique et d'ailleurs ! Quelle terre d'asile fut la France, en 1939, pour les républicains espagnols et leurs enfants chassés par Franco et parqués dans des camps au sud de la France ? Comment la France a-t-elle garanti les droits des enfants juifs sous l'Occupation ? Et comment garantit-elle aujourd'hui ceux des enfants de RMIstes ? Il est temps d'arrêter de se raconter des histoires. De tous temps, les demandeurs d'asile et les étrangers qui venaient pour gagner leur pain ont servi de boucs-émissaires... Et de tout temps le traitement que la France leur a réservé a dépendu des besoins économiques de la bourgeoisie, et des mouvements de lutte que les étrangers menaient en relation avec la population française.

CE N'EST PAS NON PLUS AU NOM DES DROITS DE LA PERSONNE inscrits dans les conventions européennes ou internationales que nous luttons, même si c'est tactiquement intéressant de s'appuyer sur ces textes. «La personne», ça n'existe pas, car les personnes ne sont jamais logées à la même enseigne dans les sociétés capitalistes. Bouteflika ou les chefs d'état de n'importe quel «pays ami de la France» ont le droit de se soigner, et de voyager sans limite. Les droits individuels que nous défendons sont ceux des populations qui ont besoin de travailler pour vivre, pas ceux des exploités qui n'ont nul besoin de nous pour voir leur personne bien traitée... Nous défendons les droits des exploités, bien plus que ceux de la personne ! Et de ce point de vue, les conventions internationales sont encore à écrire...

ENFIN, NON, CE N'EST PAS LA FRANCE, OU UNE BELLE IMAGE DE LA FRANCE, QUE NOUS DÉFENDONS ! Du PS au PC, les «réformistes» mettent en avant l'intérêt national, prétendant que Sarkozy et son gouvernement de droite s'y prennent mal pour le représenter ! La réforme du CESEDA s'opposerait au rayonnement de la

France... Au contraire, selon nous, la réforme du CESEDA qui va augmenter le nombre des sans-papiers, va permettre aux entreprises françaises de renforcer leur compétitivité en leur fournissant plus de main d'œuvre hyper précaire à exploiter ! L'arrêt des regroupements familiaux va, lui, permettre à l'Etat d'économiser sur l'éducation et les frais sociaux liés à l'entretien des familles dont il n'a plus besoin ! CNE, CNI (contrat nouvelle immigration), sont tous deux faits pour augmenter la rentabilité de l'économie capitaliste et donc son rayonnement !

Soyons clairs ! Les politiques nationalistes et anti-immigrés que les bourgeoisies déploient partout dans le monde sont des politiques capitalistes qui visent à contrôler partout les déplacements de population pour qu'ils servent les intérêts économiques des possédants !

A ces politiques, opposons la lutte et la solidarité internationalistes des travailleurs et des peuples du monde !

Militante VP



Les précaires de l'Illinois

CHICAGO D'UN 1^{ER} MAI À L'AUTRE

Ces deux dernières semaines, deux fortes manifestations ont traversé le centre de Chicago, en occupant pendant quelques temps le cœur d'une ville connue historiquement pour sa longue tradition de syndicalisme militant. Le Premier Mai est né ici, des centaines de dirigeants du mouvement ouvrier étasunien, les plus connus et compétents, sont nés et ont lutté ici. Vendredi 10 mars, plus de 150 000 personnes (estimation de la police) ont marché contre la proposition de loi anti-immigrants. Samedi 18, à l'occasion du troisième anniversaire de l'invasion et occupation de l'Irak, 15 000 personnes au moins ont, une nouvelle fois, fortement «animé» la ville, dans ce qui a probablement été la plus grande des manifestations tenues le 18 mars aux Etats-Unis.

A la manifestation, nous avons rencontré Joe Berry, un historien du mouvement ouvrier. Berry n'est pas qu'un historien apprécié, il est depuis 35 ans un militant syndical notoire. Nous lui avons posé quelques questions.

Joe, Chicago est une fois de plus en train de secouer le pays. Quelle est ton évaluation de la situation qui a amené à ces deux manifestations ?

La manifestation contre les lois anti-immigrants a probablement été une des plus grandes de l'histoire de Chicago, et elle rappelle celles de 1896 pour les huit heures, menée par Lucy et Albert Parsons, d'où est né le Premier mai. Ces manifestations aussi étaient faites de travailleurs venus à Chicago chercher un meilleur travail et certainement pas pour le bon gouvernement de cette ville ni pour son climat. Bon, c'est un peu tôt, je crois, pour dire que nous sommes en train d'assister à quelque chose qui pourrait aboutir à un mouvement à l'échelle de ceux des années 80 au 19ème siècle. Je ne crois pas que ce soit impossible, toutefois, étant donné que certaines des raisons qui firent bouger les travailleurs sont de nouveau d'actualité, comme l'insécurité et la forte exploitation auxquelles les travailleurs immigrés sont soumis, la conviction diffuse que les conditions de travail et les salaires moyens sont en train de disparaître au profit d'une séparation toujours plus grande entre riches et pauvres. Ces deux facteurs sont communs aux deux époques. Ce qui est différent aujourd'hui c'est que les Etats-Unis sont devenus une puissance impériale et que l'exercice de cette puissance impériale, en particulier pour la guerre en Irak, n'a été contrée que par une minorité, celle que nous avons vue à la manifestation du 18, alors que la majorité, même à Chicago, est restée passive. Une autre différence, entre aujourd'hui et l'époque de Haymarket Square, est que maintenant plus de la moitié de la classe ouvrière de Chicago est, en termes utilisés aux Usa, «non-blanche». Les ouvriers de Chicago sont en grande partie soit des américains africains et latinos (d'origine africaine ou

centre/sud américaine), soit des asiatiques ou fils d'immigrés asiatiques. La partie «blanche», enfin, est formée aussi d'immigrés européens récents. En ce sens, les manifestations ont un caractère international – je dirais même «global» – qu'on ne peut pas retrouver à un tel niveau même dans la solidarité pourtant présente de l'autre siècle. Les deux manifestations révèlent que même au cœur des Etats-Unis nous sommes reliés avec ce qui se passe au-delà de nos frontières et la question, pour beaucoup d'entre nous maintenant, n'est pas «comment pouvons-nous arrêter ou inverser ce processus» mais plutôt «qui va contrôler ces liens et que fera le mouvement pour les influencer ou pour en déterminer le caractère ?»

Les managers des universités essaient de transformer les établissements universitaires en entreprises où les travailleurs précaires constituent le gros des formats à leur «business». Qu'en penses-tu ?

La précarisation du travail, que ce soit dans les universités ou dans l'économie en général, ajoutée à une situation qui sur les standards européens était déjà d'insécurité de l'emploi, est un des facteurs majeurs de la tendance qui est en train de redessiner la vie de la majorité de la classe ouvrière aux Etats-Unis. L'exemple des enseignants des collèges est vraiment un des cas les plus extrêmes, et qui se développent, en transformant les enseignants des universités en travailleurs intellectuels précaires. L'effet spécifique de cette précarisation sur le comportement des gens face à cette administration n'est pas encore clair. D'un côté, la peur – économique, politique, sociale – est à coup sûr aujourd'hui le sentiment dominant chez des nombreux états-unien.

L'administration joue là-dessus pour promouvoir ses politiques et décourager les gens de s'organiser de façon indépendante. De l'autre côté, la dégringolade vers des salaires bas, et l'aggravation de la qualité de la vie portent un potentiel d'ouverture sur des perspectives plus critiques, et sur des idées radicales aussi, et à un niveau, désormais, qu'on n'avait pas vu depuis les années 60 voire peut-être depuis les années 30. Cette force potentielle, pour sa plus grande part, n'est pas encore arrivée à s'exprimer en une critique généralisée et avec une base de masse. Et ceci, soit du fait que le leadership du mouvement syndical – affaibli mais quand même toujours une grande force – n'a pas relié les divers éléments de cette force et adopté une vision militante, soit à cause de l'absence d'une leadership de gauche ayant la force et la capacité d'influencer les événements sur une échelle de masse et nationale. Cependant, comme c'est justement arrivé pendant la Grande crise de 1929, la situation peut changer rapidement. Le développement du mouvement syndical sur les campus des universités, chez les travailleurs diplômés, les enseignants précaires, et autres travailleurs universitaires, montre qu'il y a un potentiel pour la victoire de l'espoir et du courage sur la peur et le fatalisme.

D'après un article paru le 29 mars 2006 dans le journal italien Il manifesto. Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Les jeunes ont fait reculer le gouvernement

Comment s'est passée la lutte dans les universités ? Nous avons posé quelques questions à un camarade étudiant de la faculté Paris 8 Saint-Denis.

INTERVIEW

Le RETRAIT DU CPE EST UNE VICTOIRE ?

C'est clair que oui, c'est la première victoire depuis 95 contre Chirac. Même si cela risque de démobiliser et de laisser de côté le reste de la loi. Même si cela ressemble au compromis que voulaient réaliser les directions syndicales. Ainsi, Bruno Julliard, président de l'UNEF, avait demandé dès la mi-mars au président de la République «de retirer le CPE pour "remercier" la jeunesse de son soutien lors de la présidentielle de 2002.»

COMMENT A FONCTIONNÉ LA GRÈVE ? Tout d'abord, il faut dire que, sur notre fac, 80% des étudiants sont salariés. Certains travaillent de nuit, à Euro-Disney, d'autres dans des bureaux ou dans la restauration rapide. Ceux-ci n'ont participé qu'aux journées d'actions principales. Ils ne faisaient que passer prendre des renseignements. Les étudiants étrangers pour qui une année en France coûte cher avaient peur d'être expulsés s'ils n'avaient pas de résultats scolaires. La question des examens et celle de la solidarité est très importante pour eux. Ils sont intervenus plusieurs fois dans les AG contre les lois anti immigrés, comme le CESEDA.

COMMENT A ÉVOLUÉ LE MOUVEMENT ? Nous n'étions pas une fac où la mobilisation était massive. Sur 27 000 étudiants inscrits, 500 personnes participaient aux plus grosses AG et entre 100 et 200 en moyenne. Le mouvement a rebondi à la mi-mars après le dis-



Dans la rue le 28 mars 2006

cours de Villepin disant qu'il appliquerait le CPE. La mobilisation n'a fait que s'amplifier sur la fac et ailleurs. Chaque semaine, 2 journées d'actions massives, des facs ont été occupées 24 heures sur 24 et les manifestations de plus en plus massives. Dans les AG, les plus militants ont commencé à dire qu'il fallait se battre contre la loi sur «L'égalité des chances», pas seulement contre le CPE. Le texte de loi était décrypté et chacun pouvait le lire.

QUELLES ONT ÉTÉ LES RÉACTIONS DE LA DIRECTION DE LA FAC, ET DU PERSONNEL ? Au

début, il y avait quelques vigiles, puis on a pu bloquer sans problème les jours de grandes mobilisations. Il y a eu de grands débats pour savoir si l'on bloquait la fac ou non. Car quand c'était bloqué, beaucoup moins de monde venait. La direction a fait une semaine sans cours, les professeurs les plus engagés ont organisé des débats intéressants sur la précarité, sur les luttes des banlieues... La partie la plus politisée du personnel était en lutte avec nous, en AG, dans les débats et les manifs, même s'ils avaient fait grève 3 semaines l'année précédente et n'avaient pourtant rien obtenu.

Y A-T-IL EU LIENS AVEC LES LYCÉENS DES BANLIEUES ? La fac est en pleine banlieue. Autour, les lycéens ont fait 3 semaines de grève avec piquet. Quelques étudiants allaient les coordonner pour les manifs. Dans d'autres villes proches, où nous sommes passés les voir, ils se sont plaints de n'avoir pas d'adultes pour les encadrer pour aller aux manifs. Ils n'hésitaient pas à aller voir la Mairie ou les Unions Locales syndicales pour tirer les tracts. Mais ce qui leur pesait le plus, c'était le manque de coordination des lycéens sur le département. Les liens se sont faits facilement sur les lycées. On retrouvera plus tard ces jeunes dans les luttes.

COMMENT LES ÉTUDIANTS VOIENT LES LIENS AVEC LES TRAVAILLEURS ? La première fois que j'ai entendu parler concrètement des organisations syndicales, c'était par rapport au service d'ordre de la CGT qui frappait indistinctement «les casseurs» comme les étudiants. Puis quand Cyril s'est retrouvé dans le coma, j'ai fait une intervention bien reçue sur l'unité travailleurs-étudiants. Les étudiants ont voté plusieurs fois la grève générale reconductible et ils ont bien senti qu'il y avait un blocage des directions syndicales. D'ailleurs, je pense que la raison du peu de présence des dirigeants syndicaux de travailleurs dans les AG de la fac, c'est que la grève générale reconductible, ils n'en voulaient pas. Sur l'immeuble de la CGT, il y avait inscrit : «Retrait du CPE» et rien sur le CNE, ni sur la loi sur «L'égalité des chances». Ces directions syndicales, en ne ciblant

que le CPE, ont ouvert une porte de sortie au gouvernement. Quand les étudiants parlaient de bloquer l'économie, il s'agissait de bloquer les voies de circulation de marchandises : trains, autoroutes, aéroports... Cela s'est fait dans quasiment toutes les villes de France. Il s'agissait aussi de «tracter» en direction des grosses entreprises (Citroën, Snecma, Aérospatiale ou bien des restaurants d'entreprises) pour obtenir que les travailleurs participent aux luttes.

OÙ EN EST LE MOUVEMENT ÉTUDIANT DU POINT DE VUE DE L'ACTION ET DES MOTS D'ORDRE ? Il est sûr que le mouvement a établi un haut degré d'organisation et d'autonomie. Des milliers de jeunes se sont politisés dans la lutte, comme certains ont pu le faire en 68. À l'initiative de la jeunesse, il y a eu deux fois 3 millions de personnes dans la rue. Cette jeunesse s'est affrontée à l'Etat et à sa machine de répression, il y a eu plus de 5 000 arrestations. Il y a eu une continuité logique entre la lutte des jeunes des cités de novembre 2005 et celle contre le CPE et la loi sur l'Égalité des chances. Certains jeunes qui avaient voté OUI à l'Europe, d'un point de vue anti-nationaliste, étaient très actifs dans la lutte : mais c'est bien l'Europe du Capital qui favorise la flexibilité des jeunes dans tous les pays ? Pour les plus mobilisés, la lutte continue même si le CPE est retiré. Mais sous quelles formes ? Politiquement, les révolutionnaires étaient bien écoutés et nos tracts étaient lus. Mais la tendance la plus active c'était «anti libéralisme» le plus consensuel : non organisés, LCR, UEC, et même une fraction du PS pouvant s'y retrouver. Certain(e)s voulaient une bonne loi sans flexibilité. Chez les lycéens, c'était pareil, les Mairies qui tiraient les tracts ne ciblaient que les excès du capitalisme : le CPE.

Il est clair qu'il faut une propagande communiste plus incisive, ciblant le système capitaliste et développant une réelle alternative : le socialisme. L'activisme sans fin des plus radicaux ne peut suffire et il faut aider à ce qu'ils perdent leurs illusions sur les échéances électorales en 2007 proposées par les réformistes.

Nous conseillons toujours à nos lecteurs de lire ou relire l'analyse des forces sociales et politiques de la France que nous faisons lors de notre dernier Congrès de 2004. Et la politique que nous proposons en tant qu'organisation communiste. Voici un extrait tout à fait d'actualité (page 16 du «Manifeste - De la résistance à la contre offensive»).

LA PETITE BOURGEOISIE PROTESTE

LA mondialisation capitaliste ne touche pas seulement le prolétariat. Elle touche aussi les autres couches sociales ébranlées par l'évolution de l'économie mondiale, la régression sociale profonde et le rôle de l'État (enseignants, travailleurs sociaux, intermittents du spectacle...). La jeunesse d'origine petite-bourgeoise n'a bien souvent pas d'autre avenir que la précarité, voire la prolétarianisation. La réactivation des luttes de la classe ouvrière a un écho dans ces milieux. Certains secteurs de la petite-bourgeoisie se tournent vers la classe ouvrière mais celle-ci n'est pas suffisamment forte pour la polariser politiquement.

Cette couche sociale a voté massivement Chirac aux dernières présidentielles, en 2002. En croyant que le nouveau gouvernement en tiendrait compte et cesserait ses attaques, elle garde ses illusions sur le système démocratique bourgeois. La bourgeoisie avait pu ménager cette couche sociale qui était sa base électorale. Ce système d'alliances de classe de la bourgeoisie relève du passé et s'effrite.

Ces oppositions nouvelles, qui se qualifient parfois «d'anticapitalistes», ont le mérite de révéler l'ampleur du mécontentement des couches «intermédiaires».

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



Une brochure **Partisan** 2 euros





Le blog Ouvalacgt est un blog collectif (et non pas individuel) créé par les militantes et militants de Voie Proletarienne investis dans la CGT, de diverses fédérations et régions de France.

Quarante-cinq personnes se sont retrouvées à Paris, pour débattre de l'état du syndicalisme de classe aujourd'hui dans la CGT, et des perspectives pour avancer. Cheminots, Agent GDF, Chimie, Restauration, Territoriaux, Santé, Verre, Education, les camarades venaient de diverses fédérations et régions de la CGT.

Réunion publique du blog «Où va la CGT ?»

Quarante-cinq personnes, c'est un demi-succès, nous aurions souhaité plus, mais il s'agissait d'un meeting plus politique que syndical (et cela peut faire peur à certain(e)s), et par ailleurs plusieurs camarades s'étaient excusé(e)s pour cause de travail ou de vacances scolaires... En même temps, une bonne discussion, assez approfondie, riche des points de vue (parfois contradictoires !) et des expériences des un(e)s et des autres.

Voici des extraits de la présentation introductive.

Chers camarades bonjour à toutes et à tous. Pour commencer, répondons à la question qui vous préoccupe. **Qui sont les militant(e)s du blog ?** Eh bien ce sont des militant(e)s de la CGT, et ce sont en même temps des militant(e)s politiques de Voie Proletarienne. Nous sommes présents dans plusieurs fédérations, dans plusieurs régions de France, en tant que militants de base. **Nous ne faisons pas partie de l'appareil de la CGT**, et ce blog n'est pas un complot interne contre la direction confédérale ! La question nous a souvent été posée, voilà la réponse !

Nous avons donc décidé de lancer ce blog en novembre dernier, et nous sommes assez contents de pouvoir dire que **c'est un vrai succès**, avec plus de 15 000 visites à ce jour... Or **il ne s'agit pas d'un blog syndical, mais d'un site politique de Voie Proletarienne**, activé à l'occasion d'une échéance syndicale, lancé par une poignée de militants : le succès n'était donc pas gagné d'avance. Pourquoi alors ce succès ? En voici les raisons principales.

IL Y A DES ACQUIS SOLIDES POUR CONSTRUIRE UN SYNDICALISME DE CLASSE

★ Il y a maintenant **le rejet des négociations en coulisse**, la lutte contre les accords de couloirs ou de ministère. C'est cette force des militants de classe de la CGT (et d'ailleurs, aussi) qui a empêché la trahison de la direction confédérale que l'on voyait poindre à chaque échéance lors de la lutte contre le CPE. Par exemple, souvenons-nous des déclarations de Maryse Dumas, contre la grève générale le 11 février, au début du mouvement...

★ Il y a **le rejet du syndicalisme d'adaptation, d'acceptation de la précarité et de la flexibilité**. On ne va tout de même pas accepter dans les textes de Congrès de la CGT la précarité qu'on a

combattue dans la rue, contre le CPE, le CNE ou le CESEDA ! La Sécurité Sociale Professionnelle et le Nouveau Statut du Travail Salaré que la direction confédérale veut faire passer au forceps sont de plus en plus rejetés. Il y a une compréhension croissante dans la CGT que le consensus qui se développe de Sarkozy à Thibault n'est vraiment pas acceptable.

★ Il y a bien sûr **le NON à la Constitution Européenne**, contre la Direction Confédérale, NON massivement porté dans la CGT, contre ce qui est ressenti confusément comme une accentuation de l'offensive capitaliste au niveau européen. Et le rejet de la CES a progressé chez les militants les plus conscients !

★ Enfin, il y a **la méfiance croissante des militants de classe à l'égard des directions**, face à l'absence totale de démocratie réelle dans la CGT. Le verrouillage pour l'envoi des délégués au Congrès en a été une preuve de plus, et cela se manifeste autour du rejet de la réforme des structures et du système de cotisations.

Ces acquis sont bien réels, ils sont la marque du potentiel qui existe dans la Confédé pour reconstruire un syndicalisme de classe, qui rappelons-le est **une nécessité impérieuse** pour le travailleur dans son affrontement permanent contre l'exploitation capitaliste.

LES LIMITES ET LE CHEMIN QUI RESTE À PARCOURIR

Mais ces acquis bien réels ne doivent pas nous faire oublier les limites et le chemin qui nous reste à parcourir.

★ Parmi les camarades les plus combattifs, la compréhension est faible que l'évolution de l'orientation confédérale dans le réformisme est la suite logique de l'abandon depuis des années, des décennies, du syndicalisme de classe. Le Nouveau Statut du Travail Salaré n'est pas d'abord à critiquer comme un statut individuel (ce qu'il est, bien sûr), mais d'abord parce qu'il est l'acceptation des nécessités et des exigences du capitalisme mondial dans la guerre économique. **La Sécurité sociale professionnelle c'est l'intégration de la revendication syndicale dans le cadre de la concurrence mondiale et du marché capitaliste**, considérés comme inévitables. Depuis des décennies la CGT a abandonné toute perspective révolutionnaire, son orientation est celle de la réforme du capitalisme.

★ Il y a encore une confusion complète sur ce qu'on appelle le **service public, et**



l'idée fausse que la gestion par l'Etat serait «moins capitaliste» que la gestion par le privé. Nous militants de Voie Proletarienne n'acceptons pas comme ça la défense d'un service public qui est trop chargé d'illusions sur le capitalisme d'Etat et donc l'impérialisme français. Capitalisme d'Etat qui, avec la gauche au gouvernement en France, a montré qu'il était une impasse pour les travailleurs. C'est en tous les cas le bilan que nous faisons, nous, et qui impose qu'on aille au delà des prétendues évidences sur la question.

★ Il y a de vrais désaccords sur ce qu'on appelle le système social paritaire et **la participation des syndicats à la gestion** de la Sécu, des mutuelles, de l'UNEDIC, etc., qui sont en fait des appareils d'Etat capitalistes, et qui n'échappent absolument pas à la loi du marché, contrairement à ce qu'affirment la direction de la CGT comme nombre d'opposants d'ailleurs !

★ Enfin, **il y a encore beaucoup de confusions sur l'Europe**, Bruxelles, la CES, Maastricht, présentés comme la cause de tous nos malheurs, avec parfois des accents souverainistes et nationalistes que nous ne pouvons pas reprendre. Il y a donc des acquis, il y a aussi des limites.

C'est l'état des lieux, c'est à partir de là que nous devons travailler, avancer pour reconstruire un syndicalisme de classe. Nous, militants de Voie Proletarienne dans la CGT, disons que l'enjeu aujourd'hui est plus d'en finir avec une confusion politique que de se précipiter pour construire une opposition syndicale qui ne pourra pas déboucher si elle partage des idées fausses avec l'orientation réformiste majoritaire.

Nous n'avons pas peur de le dire, **l'heure est à la politique révolutionnaire**, à avancer vers le socialisme véritable en faisant le bilan des échecs passés. Cela, c'est le travail d'une organisation politique, c'est la tâche que nous nous fixons à Voie Proletarienne.

Cela dit, ces ambitions énormes (que nous vous appelons à partager avec nous) ne nous empêchent pas d'intervenir concrètement dans la CGT. Au contraire même ! C'est la compréhension politique qui nous permet d'y voir clair dans les débats, dans les conflits, lors de la préparation du congrès confédéral.

Le succès du blog est là pour montrer ce qu'il est possible de faire, pour redonner du courage aux militants isolés, pour organiser la résistance, pour commencer à construire un solide pôle d'opposition.

Sans rentrer dans le détail de la discussion prévue pour notre prochain numéro, on peut relever quelques thèmes importants des débats qui se sont déroulés.

■ Parmi les limites et les difficultés à surmonter, il y a le repli de la majorité des adhérents et même des militants, qui ne veulent plus s'intéresser à l'orientation, au sens du syndicalisme et qui en restent à leur petite activité locale. Voilà où on en est arrivé, et cela fait bien l'affaire de la direction confédérale !

■ Quand on parle des directions syndicales, ce n'est pas de syndicalisme d'adaptation qu'il faut parler, formule confuse, mais bien de collaboration de classe, dans la mesure où le syndicat contribue à nous enchaîner à l'exploitation capitaliste.

■ Cela fait grincer des dents de contester «la CGT de Frachon», qui bénéficie d'une image idéalisée de lutte des classes, mais c'est tout le bilan de l'histoire du syndicalisme sur lequel il faut revenir. Et dans ce cas, se faire un point de vue sur la remise au travail par le PCF et la CGT de la classe ouvrière à la Libération, pour reconstruire la France impérialiste.

■ Tout un débat sur le syndicalisme : est-il réformiste en lui-même ? Longue discussion... Pour nous, militants syndicaux à Voie Proletarienne, la résistance du travailleurs à l'exploitation est inévitable, spontanée : quand on prend un coup, on a envie de se défendre. C'est la base du syndicalisme. Mais il y a deux orientations : l'une, réformiste, qui veut insérer cette résistance dans le cadre de l'ordre existant : «on ne peut pas faire autrement, c'est mieux que rien». C'est la tendance spontanée, dominante, parce qu'on vit dans un système de marché où le travailleur cherche à vendre sa force de travail le moins mal possible. L'autre orientation s'appuie sur les idées qui surgissent de la vie, de la lutte et qui remettent en cause complètement le monde dans lequel nous vivons : «De cette société-là, on n'en veut pas !» Ces idées ne peuvent se développer que s'il y a des militants révolutionnaires, des syndicalistes de classe pour les regrouper et les faire vivre, dans les mots d'ordre, dans l'organisation.

■ Beaucoup d'exemples ont été apportés par les uns et les autres, soit sur le verrouillage complet de la démocratie dans la CGT, sur la collaboration de classe avec le patronat, etc. Nous y reviendrons sans doute.

Voilà donc une réunion instructive pour toutes et tous, en regrettant que nous n'ayons pas été un peu plus nombreux !

Des militants VP

500 CEGETISTES CONTRE L'ORIENTATION CONFEDERALE

48^E CONGRÈS CGT

A l'initiative du bulletin *La CGT n'est-elle pas en danger**, animé par des militants du Parti des Travailleurs (PT), une rencontre a eu lieu le samedi 25 mars dernier à Saint-Ouen. Cette rencontre nationale a réuni plus de 500 syndicalistes CGT (chiffre vérifié) provenant de toute la France, du privé comme du public, contre l'orientation que nous propose la direction confédérale. Une vingtaine de délégués au 48^e Congrès étaient présents, et la rencontre, d'une très bonne tenue, a duré toute la journée, avec plus de quarante interventions contre la dérive réformiste de la direction confédérale. Un camarade du blog *Où va la CGT ?* a participé à cette journée (...).

DÉFENDRE LA CGT TELLE QU'ELLE EST ? Réunir 500 militants CGT à la veille du Congrès n'est pas rien, et ce n'était pas gagné d'avance. Cela a donné une salle comble, combative, déterminée, redonné du tonus aux militants isolés, renforcé la détermination de chacun(e) à ne pas laisser faire Thibault, Le Duigou et compagnie (...). Le sentiment qui réunissait les participant(e)s dans la contestation de l'évolution confédérale, c'était « nous sommes la CGT », « la CGT doit rester la CGT », « nous sommes la majorité, l'opposition c'est eux ». Autrement dit, il faut défendre la CGT telle qu'elle est, saine, combative, de classe, contre un appareil bureaucratique qui bloque. Il faut donc défendre les statuts, défendre les conventions collectives, défendre les services publics et le retour des entreprises privatisées comme monopoles publics, défendre la Sécu de 1945, rejeter les documents d'activité et d'orientation, rejeter les réformes des structures et du système de cotisations

pour conserver la CGT telle qu'elle est. Avec en prime la référence à la Charte d'Amiens dont on fête les 100 ans.

NOUS NE PARTAGEONS PAS CE POINT DE VUE. Nous disons qu'il faut construire un syndicalisme de classe, parce qu'y compris dans le passé de la CGT, il y a des zones d'ombre et des pages peu glorieuses... La CGT de Ségué, c'est la trahison de mai 68. La CGT de Frachon, c'est l'arrêt des grèves de 1947 et l'appel à la reconstruction de la France capitaliste. La CGT de Krasucki, c'est la gestion des CE, mutuelles, institutions paritaires (comme la Sécu, et oui !) et la constitution de la bureaucratie syndicale dans les fauteuils de la cogestion capitaliste. Voilà pourquoi nous ne pouvons en rester à « la CGT doit rester la CGT ». Il faudra aller bien plus loin pour reconstruire un syndicalisme de classe !

Donc, pour les organisateurs, comme pour la plupart des participants d'ailleurs, c'est un appareil qui bloque, qui dérive. Et quelle en est la cause ? L'Europe, Bruxelles et la CES. Aucune analyse de l'évolution du capitalisme, de la tendance à l'intégration du syndicalisme comme appareil d'accompagnement, comme instrument de collaboration de classe à l'intérieur même du système (voir l'évolution de la CFDT). On en reste à la nostalgie d'une CGT de lutte dont on efface soigneusement toutes les trahisons et compromissions passées.

Soyons honnêtes : cela reflète assez bien l'ambiance de la base combative de la CGT, mais ne permet pas d'aller bien loin. Cela dit, ne crachons pas trop dans la soupe. Réunir cinq cents militants sur une base d'opposition, même limitée, c'est déjà très bien, au moins un point de départ pour aller plus loin, si l'on sait avancer. **Militant VP**

**Intégralité de l'article sur :
ouvalacgt.over-blog.com**

* c/o Nicole Bernard, 5 rue André Murger 75019 Paris

Alain Lefebvre et Dominique Méda, dans leur livre «Faut-il brûler le modèle social français ?», affirment que ce dernier «ne répond plus à ses objectifs d'origine, efficacité et équité.» Pour eux, la «flexisécurité», devrait combiner liberté d'embauche et de licenciement (la flexibilité) à une protection sociale des chômeurs, leur «activation» et un bon parcours professionnel. Le modèle danois serait donc la référence et aurait pour vocation à devenir le modèle social européen. Est-ce bien sûr ?

Bienvenue au paradis danois ?

Maintien à 90% du revenu du demandeur d'emploi. Le salarié danois s'il désire une assurance chômage doit adhérer au syndicat LO : cette organisation gère le régime d'indemnisation. Les partisans du modèle danois mettent en avant cette couverture sociale, en apparence sécurisante.

AVANTAGES SÉDUISANTS... Officiellement, 180 000 chômeurs, soit un taux de 6,2% (en France environ 10%). En 2003, le taux d'activité des danois est de 75,4% contre 63,4% en France. Sauf que plus de 500 000 Danois se retrouvent chaque année en période «d'activation», soit 20% de la population active. Que la durée d'indemnisation des chômeurs est limitée à 4 ans – sur toute la vie. Que 30% des salariés sont contraints de changer de travail chaque année et astreints à un parcours professionnel incertain, et forcément perturbant. Que les contrats «aidés», par exemple, ne permettent pas au salarié de reconstruire ses droits au chômage. Que les chômeurs qui ne sont plus indemnisés (et hors statistiques) tombent dans l'assistance sociale très précaire gérée par les municipalités.

...POUR LES CAPITALISTES. Ce modèle a été mis en place par les sociaux-démocrates en 1995 (les amis politiques du PS en France). Ils ont commencé par des cessations anticipées d'activité des plus âgés (départs en préretraite, etc). Ce qui a permis de radier des statistiques une partie importante des chômeurs.

Mais le modèle repose sur deux axes :
1- Dérégulation du travail : liberté de licenciement (un employeur danois qui licencie n'a aucune indemnité à verser si l'employé a moins de 12 ans d'ancienneté) et d'embauche ; pas de salaire minimum légal, ni de durée maximum légale du temps de travail.

2- pression constante sur les chômeurs : contrôle très sévère, obligation de suivre une formation et/ou des stages, obligation de ne pas refuser plus de deux offres d'emplois, sous peine de suppression des allocations. C'est cette période de forte contrainte sur le chômeur qui est dite «d'activation».

Voilà l'essentiel de la «flexisécurité» : toute liberté à l'employeur, mais totale contrainte au travail, à la formation et au chômage.

MIRACLE DE SUR-EXPLOITATION... Lorsque les gestionnaires capitalistes (à droite comme à gauche) prennent en exemple le fameux «miracle» danois, ils ne disent pas à quel prix pour les travailleurs, en termes de qualité de travail et de vie... Depuis 2001, le Danemark est gouverné par le libéral Anders Fogh Rasmussen, actuellement il mène une politique favorisant le développement de l'emploi à temps par-

tiel. Ce qui signifie salaire partiel et nécessité de deux emplois pour vivre. Par ailleurs, le gouvernement cherche à diminuer la protection sociale des immigrants et il existe, pour les handicapés, un marché du travail avec d'autres règles : des emplois subventionnés à temps partiel et à revenu moindre.

Cette politique vise toujours à abaisser le coût du travail en augmentant la productivité, en réduisant la redistribution sociale et les salaires. Avec pour résultat escompté l'augmentation du taux de profit. Malgré tout, chevillé au corps du capitalisme, le taux de chômage a recommencé à augmenter au Danemark, passant de 5% en 2002 à 6,2% en 2004.

...FINANCÉ PAR LA COLLECTIVITÉ. Sur-exploité au travail, puis licencié, le chômeur sera

indemnisé par une assurance gérée par le syndicat, grâce aux cotisations versées par les salariés. Ensuite, l'État prend éventuellement le relais, car le «modèle social» aidé est financé principalement par l'impôt sur le revenu (représentant entre 30 et 50% des recettes fiscales contre 17% en France) et des taux «normaux» de TVA élevés (22 à 25%). L'État social est donc financé par les salariés. Le patronat encaissant les dividendes.

Cependant la recherche d'un modèle d'exploitation alliant flexibilité pour le patronat et sécurité pour le salarié à aussi un objectif politique : la soumission du Travail à l'ordre social actuel. Le paradis serait-il l'absence de toutes contradictions ? De toutes transformations ? C'est le rêve de toutes les classes réactionnaires !

G. Lecœur

PSA-RYTON (GRANDE-BRETAGNE)

FERMETURE DE L'USINE SOLIDAIRES SOLIDAIRE !

La fermeture annoncée de l'usine PSA de Ryton (Grande Bretagne) qui fabriquait la 206, laisse sur le carreau 2 300 emplois au premier semestre 2007. A nouveau les sacrifices fait par les salarié-e-s n'ont servi à rien. L'usine travaillait sept jours sur sept depuis 1998 et était considérée comme une usine phare dans laquelle PSA avait investi 20,8 millions d'euros en 2004. La litanie des ouvrier-e-s écoeurés d'avoir fait autant de sacrifices pour être, en définitive licencié-e-s, est réactivée dans les médias. Les positions du syndicat TGWU sont moins popularisées. Ce dernier a décidé de se battre contre les licenciements.

Le contexte anglais de flexibilité sociale, de casse de l'industrie (50% de l'emploi industriel détruit en 20 ans) d'affaiblissement du mouvement syndical (le nombre d'adhérents dans l'ensemble de la Grande Bretagne a été divisé par deux depuis les grèves des mineurs de 1984-86 cassées par Thatcher) permet à PSA de fermer cette grande usine. En même temps PSA maintient et souhaite développer ses usines en Europe de l'Est. Les délocalisations de la filière automobile en Europe sont courantes depuis des

années mais en récente augmentation vers l'Est. Ce n'est pas seulement la course aux bas salaires (qui sinon, pourrait avoir lieu en Asie), mais autant et surtout les aides locales, régionales, étatiques et/ou européennes qui permettent aux constructeurs des avantages quant aux terrains, à la fiscalité, aux suppressions de «charges» sur les salaires... Les libéraux qui proclament le plus haut le «moins d'Etat», la liberté absolue de la concurrence, utilisent en fait, et de manière massive les subventions des régions, des Etats, de l'Europe pour délocaliser leurs usines.

Les ouvriers de PSA en France, regroupés autour de SUD Auto et Solidaires, dénoncent les suppressions d'emplois annoncées, par le PDG J.M. Folz, sous prétexte d'ancienneté du site et des coûts de production prétendument trop élevés. On nous a déjà fait le coup, souvent ; les exemples en France et en Belgique, chez Renault à Billancourt et Vilvoorde sont encore présents dans les mémoires.

Nous manifesterons notre solidarité concrète aux ouvriers anglais de PSA et à leur syndicat TGWU.

**Judi 20 avril 2006
Communiqué des ouvriers
de PSA France**

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE



LISEZ

Décembre : Des négociations entre gouvernement et confédérations syndicales s'ouvrent sur la précarité et la sécurisation des parcours professionnels.

Mars : Borloo regrette que le conflit du CPE ait gelé ce processus de négociations. Chérèque, le secrétaire de la CFDT, est sur la même longueur d'onde, sous la forme «Retrait du CPE et Négocia-

tions». La CGT n'a plus qu'une revendication nationale, le NSTS ou Nouveau Statut du Travailleur Salarié. Chirac intervient à la télé. Il parle d'un «grand chantier», non pas à inaugurer — c'est déjà fait, mais à «conduire» : le «grand chantier de la sécurisation des parcours professionnels et de la lutte contre la précarité».

Avril : L'hypothèque du CPE étant levée, les gran-

des manœuvres convergentes peuvent reprendre. La direction de la CGT avance la Sécurité Sociale Professionnelle. Sarkozy reprend l'idée, de même que la direction de la CFDT qui parle de «sécurisation de parcours professionnels». Convergences certaines, pour négocier la «flexisécurité» ?

Le comité de rédaction

PRÉCARITÉ

La grande convergence...

CGT

Sécurité sociale professionnelle

LA SSP, Sécurité Sociale Professionnelle, ou NSTS, nouveau statut du travailleur salarié, sort du 47^e Congrès de la CGT, sous la forme d'une bonne idée :

Maryse Dumas : «*Nous proposons une sécurité sociale professionnelle, c'est-à-dire des droits à une carrière, à la formation professionnelle, à la progression des salaires, au maintien du contrat de travail et du salaire en cas de suppression d'emploi. Ces droits seraient attachés à la personne du salarié, et progresseraient avec lui. Ils seraient garantis au plan interprofessionnel afin que chaque employeur soit tenu de les prendre en compte et de les respecter chaque fois que le salarié change d'emploi(...)*»

J.-C. Le Duigou, dans son livre «*Demain le changement, manifeste pour un nouveau syndicalisme*», va plus loin : «*Il n'est pas question d'ignorer la contrainte de compétitivité des entreprises. L'idée d'interdiction des licenciements est de ce point de vue ni réaliste, ni ambitieuse. Sa mise en oeuvre se retournerait très vite contre les salariés. Il faut être beaucoup plus ambitieux et créer un droit d'intégration dans l'emploi.*»

Dans la revue *Analyses et Documents Economiques* de février 2005, Le Duigou écrit également :

– Il s'agit tout d'abord de protéger le salarié dans toutes les situations de rupture de son intégration professionnelle.

– Les droits divers acquis par le salarié doivent être transférables : droit à la formation ; reconnaissance des qualifications et des compétences ; ainsi que cer-

tains avantages sociaux et les comptes épargne-temps.

– La rupture du contrat de travail doit être exceptionnelle. Le salarié doit maintenir le plus longtemps le lien avec son entreprise, si possible jusqu'à ce qu'il ait retrouvé un autre travail équivalent. Bien entendu, la rémunération ne serait plus à la charge de l'employeur, mais celui-ci devrait continuer à aider le salarié à retrouver un emploi.(...)

– Ce système beaucoup plus protecteur devrait s'accompagner d'un suivi individualisé des personnes, employeurs et salariés, alliant des formes de soutien efficace à des contrôles et sanctions pour tous ceux qui n'accepteraient pas les règles.»

Il ne s'agit plus d'une opposition aux restructurations, à la précarité, à la flexibilité en tant que telles, en tant qu'attaques contre la classe ouvrière dans le cadre de la compétition mondiale féroce, de la guerre économique. Il s'agit d'accepter ce nouveau contexte mondial et de tenter de proposer un système social adapté permettant en gros, au pire de «limiter les dégâts», au mieux de faciliter les évolutions capitalistiques nécessaires. (...) C'est tout simplement une logique complètement réformatrice et d'adaptation. Une logique à la CFDT. Bon, il y a encore un volet revendicatif, une forme de contrepartie revendiquée à l'acceptation de la flexibilité, style : «Je veux bien faire ce boulot de merde, mais je veux une prime».

Intégralité de l'article sur : ouvalacgt.over-blog.com

SARKO

Sécurité sociale professionnelle

“ Retrouvons le plein emploi grâce à la Sécurité Sociale Professionnelle », Nicolas Sarkozy, *La Tribune*, le 12 décembre 2005. «*Alors que*

les parcours professionnels sont discontinus et marqués par des périodes de chômage plus ou moins longues, par des reconversions et l'acquisition de compétences nouvelles, il convient que les protections soient désormais attachées aux salariés et non aux emplois qu'ils occupent. La CGT et la CFDT le réclament depuis longtemps, à juste titre. Quels sont les termes, indissociables, de cette nouvelle approche ?

Premièrement, introduisons davantage de flexibilité dans l'emploi et dans l'organisation du travail, afin de libérer les embauches. (...) Nous voyons avec le CNE que cette flexibilité répond à un véritable besoin des entreprises.

Deuxièmement, protégeons tous les salariés de manière à la fois plus juste et plus effective, à travers l'institution d'un contrat unique à

durée indéterminée. (Ce contrat) serait assorti de garanties fortes dès le premier jour, et se renforcerait avec le temps, sous la forme notamment d'indemnités croissantes en fonction de l'ancienneté.

Troisièmement, comme la Sécurité sociale protège nos concitoyens face à la maladie et la vieillesse, renforçons les garanties offertes aux salariés face aux risques professionnels en instituant la Sécurité Sociale Professionnelle. (...) Cette démarche de "flexisécurité" n'a rien d'original. Elle est appliquée depuis longtemps par des gouvernements de droite comme de gauche, aux Pays-Bas, en Suède et au Danemark, avec profit puisque leurs taux de chômage avoisinent 5 à 6%. L'ambition fondamentale de revenir au plein emploi requiert une réforme ambitieuse, juste et équilibrée entre les exigences de sécurité et flexibilité. C'est le cap que je souhaite que le gouvernement, le patronat et les syndicats adoptent résolument, alors que s'ouvrent des discussions aujourd'hui.»

Article intégral sur : ouvalacgt.over-blog.com

Flexi-secu...
...sexi-flux...
Euh...flic-sex-cu...
Meerde ! Encore un truc pour essayer de nous embrouiller !



CFDT

Sécurisation des parcours professionnels

Dans *CFDT-Magazine* du mois d'avril on peut lire que le déroulement de carrière n'est plus synonyme de parcours linéaire. Les licenciements, les changements de métiers, d'entreprises doivent s'accompagner de dispositifs pour encadrer la mobilité des salariés.

Extraits : «*"Sécurisation des parcours professionnels", l'expression vous laisse perplexe ? Il y a de quoi. A force d'être répétée à l'envi, y compris par le gouvernement, on finit par ne plus savoir ce qu'elle représente. La sécurisation des parcours est pourtant un enjeu fondamental pour l'avenir des salariés. Elle figure d'ailleurs parmi les thèmes du prochain congrès de la CFDT. (...) Le temps des carrières linéaires semble révolu. La flexibilité, les transitions professionnelles voire les ruptures sont les nouvelles règles du jeu. (...) Sécuriser, pour la CFDT, signifie garantir une continuité des droits, en dépit des ruptures auxquelles les individus sont confrontés (changement d'entreprise, de secteur, de territoire, etc). Puisque les carrières se déroulent de plus en plus en dehors d'une seule entreprise, les nouveaux droits doivent être attachés aux individus et non plus au contrat de travail. (...)*

Inutile de faire de l'angélisme. Force est de reconnaître qu'en France, à la différence du Danemark qui a développé la fameuse "flex-sécurité" ou de l'Autriche, la mobilité professionnelle peine à passer dans les moeurs. Les blocages culturels et institutionnels sont nombreux. (...) Contrairement à d'autres organisations qui font de la sécurisation un slogan, nous la construisons, dans les faits, au fil des négociations. (...) Les récents accords (convention de reclassement personnalisé - CRP, nouvelle convention d'assurance chômage, emploi des seniors, etc) sont porteurs d'avancées.»

Intégralité de l'article sur : ouvalacgt.over-blog.com

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

MANIFESTE POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE

1 euro

Une brochure **Partisan** 1 euro

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

Mars 2003

Contre tout licenciement les "plans sociaux", l'intensification du travail, la précarité et le chômage

Pour la défense de l'emploi la réduction du temps de travail travailler tous et moins un avenir pour la jeunesse la retraite à 55 ans

Voir, notre :

Plateforme de lutte pour l'emploi

0,5 € (nouvelle version, revue et complétée)

Une brochure **Partisan** 0,5 euros

DIFFUSEZ Partisan



À LIRE !

Dans «Chômage, des secrets bien gardés», Fabienne Brutus, conseillère à l'ANPE dans l'Aude, raconte comment l'agence se spécialise dans les offres d'emplois temporaires, mal payés et peu qualifiés... pour faire «disparaître» le chômeur...

Nettoyage par le vide

“ En matière d'épuration statistique, certains directeurs d'agences n'hésitent pas à employer le terme de «nettoyage». Quelles méthodes mettent-ils en oeuvre ? L'information ne transite que de manière verbale : «Vous me mettez toutes les femmes de ménage en catégorie 3 : on sait bien qu'on ne peut pas occuper ce type de poste à temps plein.»

«Tiens, vous ne cherchez pas un travail stable ?» Stupeur de l'intéressée : «Ben si... Pourquoi vous dites ça ? -Ah, c'est bizarre, vous êtes inscrite en catégorie 3, ça veut dire que vous cherchez un complément, quelques heures en plus... et puis aussi que vous n'êtes pas comptabilisée comme chômeuse. Quand ils parlent du chômage à la télé, quand ils disent que ça baisse par exemple, eh bien, ils ne vous comptent pas...»

«Vous cherchez des heures complémentaires, vous êtes employée de maison 14 heures par semaine.» Malgré

cela, les directions ont ordonné l'envoi de courriers exigeant du chômeur une entrevue (a priori difficile à obtenir, puisque ce dernier est occupé à un travail précaire) ou un courrier d'excuses. Tous les contrats de travail reçus en retour ont servi à basculer en catégorie 3 les chômeurs (quand ce n'était pas déjà fait). Contrat précaire ou pas, ils ont tous glissé dans l'oubli, sans l'ombre d'un avertissement, c'est le comble. Quand ils n'ont pas été radiés purement et simplement ! C'est tout l'intérêt de la manœuvre : les chômeurs qui ne répondent pas à temps sont rayés des listes. À la même période, les stages de remobilisation se sont propagés comme des traînées de poudre. Refuser d'y participer, c'était se condamner à être radié. (pages 50-52)

(EXTRAITS D'UNE INTERVIEW DE F. BRUTUS)
Question : Selon vous, le chômage ne baisse pas et les chiffres sont truqués ? «Les médias reprennent en cœur les chiffres communiqués par le gouvernement. Ces chiffres ne se basent que sur la catégorie 1, oubliant les 7 autres. De deux millions et quelques, on passe à quatre. Et encore ! On ne compte là que ceux qui prennent la peine de s'inscrire, de pointer, de montrer régulièrement patte blanche, de «subir» (parfois) un suivi qui s'apparente plus à un flicage qu'à un accompagnement. Ceux qui ne perçoivent plus d'allocations ou qui n'en ont jamais perçues sont de moins en moins inscrits. Nous-mêmes, conseillers, nous les décourageons ! Les RMistes ne sont pas forcément inscrits non plus. Les jeunes, les vieux... Il faudrait réussir à dénombrer aussi le travail précaire, l'intérim subi, le coup de fil du lundi pour le mardi...»

Q : Comment se passe le «suivi mensuel personnalisé» de chaque chômeur ? «C'est mené n'importe comment ! Il se traduit par des entretiens téléphoniques, ou groupés à 50 personnes. Les consignes sont claires : l'ANPE doit recaser, coûte que coûte. Qu'importe si les emplois sont précaires, voire fictifs. On est dans une logique d'abatage pour mettre de bons chiffres dans des cases.»

MORALE DE L'HISTOIRE. L'ANPE n'est ni «une machine absurde», ni une institution «mal gérée» ; tout au contraire rien n'est laissé au hasard y compris l'art de créer des emplois fictifs... pour la statistique. Et cette tromperie sert : à justifier une économie politique qui ne peut produire des richesses qu'en produisant du chômage. Économie qui ne peut «capitaliser», aux meilleurs taux, que si elle réduit les coûts de production en abaissant les revenus et en augmentant la productivité de ceux qui travaillent. Flexibilité et précarité en sont aujourd'hui les deux instruments principaux. **SM**

Q : Et les formations par le biais du service public de l'emploi ? «C'est extraordinairement difficile, voire impossible. On pourrait le faire si les crédits alloués à la formation ne fondaient pas comme neige au soleil. Les conseillers n'essaient même plus de monter des dossiers de financement, bien conscients que c'est voué à l'échec. A part les programmes régionaux de forma-

des offres d'emplois en 2005. Est-ce exact ? «Probablement... si on considère que 3 millions d'offres sont saisies tous les ans à l'ANPE... Un contrat de 2 jours compte pour une offre, c'est dire ! Un contrat de 4 heures, aussi... A ce rythme-là, on peut bien annoncer une hausse de 15 ou 132 % !!!...»

tion (forcément disparates d'une région à l'autre et créateurs d'inégalités) et l'AFP qui elle aussi se bagarre pour rester en vie, il ne subsiste que quelques formations financées par les Assedic. Uniquement dans les métiers «en tension» ou déclarés comme tels par les employeurs : maçon, cuisinier, serveur... Si on a d'autres aspirations, la plupart du temps c'est «râpé.»

Q : Comment se passe le «suivi mensuel personnalisé» de chaque chômeur ? «C'est mené n'importe comment ! Il se traduit par des entretiens téléphoniques, ou groupés à 50 personnes. Les consignes sont claires : l'ANPE doit recaser, coûte que coûte. Qu'importe si les emplois sont précaires, voire fictifs. On est dans une logique d'abatage pour mettre de bons chiffres dans des cases.»

MORALE DE L'HISTOIRE. L'ANPE n'est ni «une machine absurde», ni une institution «mal gérée» ; tout au contraire rien n'est laissé au hasard y compris l'art de créer des emplois fictifs... pour la statistique. Et cette tromperie sert : à justifier une économie politique qui ne peut produire des richesses qu'en produisant du chômage. Économie qui ne peut «capitaliser», aux meilleurs taux, que si elle réduit les coûts de production en abaissant les revenus et en augmentant la productivité de ceux qui travaillent. Flexibilité et précarité en sont aujourd'hui les deux instruments principaux. **SM**

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL DÉFINIT LE CHÔMAGE EN RETENANT LA SEULE «CATÉGORIE 1»

Définition. Chômage : «Personne sans emploi, immédiatement disponible, recherchant CDI à temps plein». Ne sont pas comptabilisées dans le chiffre final les sept autres catégories (personnes non disponibles immédiatement parce qu'en formation, personnes recherchant CDD ou CDI à temps partiel, etc). L'obtention de n'importe quel contrat précaire, occupation momentanée, stage de formation, fait disparaître le chômeur des statistiques.

À l'automne 2005, étaient ainsi déclarés en France 2 millions et demi de chômeurs, et l'on se félicitait d'être passé sous la barre psychologique des 10 % de la population active. Or, toutes catégories confondues, ils étaient un peu plus de 4 millions inscrits à l'ANPE à la même époque, soit 15 % de la population active. S'y ajoutent les jeunes non indemnisés, les vieux dispensés de recherche d'emploi, les RMistes non inscrits ou encore ceux qui, par lassitude, abandonnent le pointage : un bon million de personnes en plus, selon Fabienne Brutus. Total estimé : plus de 5 millions de chômeurs en France. Environ 20 % de la population active...

Connaissez-vous le protocole, ministériel de surcroît, où les gens confis en dévotion, s'attachent par de subtiles et délicates approches enrichies d'opportunisme, les faveurs d'être assis à la droite du «maître» ? Ministre d'Etat, Ministre tout court, sous-ministre, secrétaire d'Etat, toutes les «forces vives de la Nation» se pressent et sont là !

Comment manger à la table des grands

Oui, c'est un peu ça la flagornerie officielle ! Celle des femmes et des hommes de pouvoir et des pouvoirs de l'apparence. Être ou avoir, ils ont choisi !

À cette époque, de 1998 à 2002, la «Gauche plurielle» était aux affaires, Laurent Fabius, Dominique Strauss-Kahn avant lui, avaient occupé la prestigieuse fonction de Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Les ministres «socialistes», forts de leur agenda surchargé, ne manquaient jamais comme chaque année, le déjeuner de Paris Europlace, organisation en charge de promouvoir la Place financière de Paris auprès des investisseurs internationaux et de ses 150 établissements issus de l'ensemble des catégories d'acteurs de l'industrie financière : émetteurs, investisseurs, intermédiaires financiers et professions du capitalisme auxiliaire. Les 200 familles relookées, en quelque sorte ! Tout le gotha politique, journalistique et mondain étaient autour de la table.

TOUT PRÈS DU BARON. Assis à droite du ministre «socialiste» de cette époque bénie pour les travailleurs, figurait le plus important des personnages du jour et des nuits blanches de la classe ouvrière. Celui, vous savez, qui, aux yeux du Ministre et de son premier de l'époque, Lionel Jospin, a le rang le plus élevé, dans l'ordre du protocole.

Les services du Ministre sur la demande expresse de celui-ci, s'étaient exécutés ! Ce sera, le Baron Ernest-Antoine Seillière. Oui, camarades, DSK et Laurent Fabius flanqués à leur droite du patron des patrons ! Non, vous ne rêvez pas !

C'était une belle journée de novembre, un peu fraîche tout de même ! Les gros actionnaires, farfadets et saltimbanques de l'industrie financière hautement capitaliste, étaient à la table d'hôte de la République. Ses grands «saigneurs» du peuple, conversaient, intriguaient, devisaient, mangeaient et mangeaient encore, buvaient et buvaient, parfois un peu trop. La bonne santé de l'économie libérale était à l'honneur. Ses fondamentaux jalousement gardés par le Président de la banque centrale européenne, présent à la table, étaient passés au crible de l'expertise. Bernard Arnault, du Groupe LVMH, et Gérard Marsallet, du Groupe Suez, étaient en délicatesse sur leurs stock-options et leurs ISF. Il y avait même Jean-François Cirelli, ancien conseiller économique de l'Élysée, aujourd'hui Président Directeur général de Gaz de France, qui s'entretenait avec son vieil ami, François Michelin.

Simultanément, les travailleurs, par millions, assis devant leur repas de cantine, ou leurs casse-croûtes à l'ate-

lier parlaient de la pluie et du beau temps, des fins de mois difficiles et du «beau syndicat» qui négocie.

Il serait bon, entendait-on dans toutes les conversations à demie voix, d'augmenter encore le rendement des actions, de moderniser les marchés financiers, optionnels, notionnels, warrants, dérivés, seconds, premiers, et de promouvoir d'étroits partenariats avec les grandes places financières européennes, et surtout de flexibiliser les rigidités du cadre juridique fiscal et social, etc... !

À LA SANTÉ DES FOND PUBLICS ! Ces patrons rentiers, soudards du CAC 40, du Nasdaq, d'Euronext, d'EuroStoxx 50, amis de «l'allègement des charges», de «l'ajustement structurel renforcé» de la baisse du coût du travail, buvaient, mangeaient, buvaient encore à la santé des subventions publiques aux entreprises, aux plans de licenciements, à la casse de la sécurité sociale, à la baisse de l'ISF, à la chasse aux communistes et aux syndicalistes récalcitrants, à la radiation des chômeurs de longue durée, aux privatisations des services publics, riches en «niches de productivité» encore sous-utilisées, à l'Euro-land, à l'Europe libérale.

Le repas était payé sur fond public. Toute cette belle fratrie du Capital exultait. Laurent, tout comme Dominique avant lui, étaient heureux, se voyant bientôt Président de la République. Le baron Seillière, débonnaire, souriait, plein de gratitude pour ses bons ministres «socialistes». Ils prononcèrent un joli discours, tandis que madame X, rédactrice en chef d'un grand magazine économique acquis au capitalisme, se faisait caresser les jambes sous la table par son jeune et séduisant voisin, lui-même conseiller technique du Ministre, bientôt promis à un grand avenir dans l'une des meilleures banques d'affaires, chargée du dossier des privatisations. Tous deux d'ailleurs, avaient leur carte d'adhérent du parti de la rue de Solferino.

Le chef de rang, chargé du confort des invités, restait de marbre sous les lambris dorés des palais de la République bourgeoise. Songeur, il se remémorait, devant une telle partie d'anthropologie du monde patronal, une bonne phrase que lui disait jadis son vieux grand-père, ouvrier léniniste, sidérurgiste lorrain chez les barons et comtesses Wendel : «Seule la vérité est révolutionnaire» mon petit !

Finalement, le plan de table change un peu au gré du calendrier grégorien des élections bourgeoises, des affaires et des scandales, de la MNEF aux appartements de 600 mètres carrés payés par les recettes de l'impôt des travailleurs, mais rien ne change vraiment !

Un lecteur du journal Partisan

APPEL AUX LECTEURS

DIFFUSEZ PARTISAN AUTOUR DE VOUS !

- Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens numéros)
- Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2348) ;
- Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement.

ABONNEZ-VOUS !

ABONNEZ AUTOUR DE VOUS !

- Construisons ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;
- Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal... et ne vous impatientez pas pour la publication ;
- Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)

LUTTES EN FRANCE

Le retrait du CPE, c'est une victoire, partielle, mais sans précédent depuis plus de dix ans, depuis le retrait du plan Juppé, entend-on dire.

QUELQUES REPÈRES

1973-1979 NOUVELLE PHASE DU CAPITALISME MONDIAL

1973	Choc pétrolier
1975	Crise économique évidente, chômage de masse
1979	Deuxième choc pétrolier
1980	Tous à l'exportation ! dira le patronat

1977-2006 TRENTE ANS DE CONTRATS-JEUNES, DE GAUCHE ET DE DROITE

1977	Pacte pour l'emploi des jeunes (Barre-droite)
1983	SIVP = Stage d'Initiation à la Vie Professionnelle (Mauroy-gauche)
1984	TUC = Travaux d'Utilité Collective (Fabius-gauche)
1986	Plan d'urgence (Chirac-droite)
1988	CES = Contrat Emploi Solidarité (Rocard-gauche)
1991	Plan Exo Jeunes (Cresson-gauche)
1993	CIP = Contrat d'Insertion Professionnelle (Balladur-droite)
1997	Emplois-Jeunes (Jospin-gauche)
2002	CJE = Contrat Jeunes en Entreprise (Raffarin-droite)
2003	CIVIS = Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (Raffarin-droite)
2006	CPE...

1990-2000 RENOUVEAU DES LUTTES

1993	Réforme Balladur des retraites (passage de 37,5 à 40 annuités), en douceur.
1994	CIP, retiré (les jeunes montrent la voie !).
1995	les sans-papiers à Saint-Bernard.
1995	Novembre : Plan Juppé, de réforme du financement de la Sécu + réforme des régimes spéciaux de retraites. Retiré en décembre.

MALGRÉ LA GAUCHE

1997	Mouvement des chômeurs contre la réforme de l'assurance-chômage
1999	Luttes dispersées contre les 35 heures Aubry
2000	Juin. Avec José Bové à Millau !
2001	Contre les licenciements avec les LU-Danone

RETOUR DE LA DROITE

2002	Entre le 21 avril et le 5 mai, contre le FN !
2003	Février-mars : contre la guerre en Irak Mai-juin : réforme Fillon (40 annuités pour les fonctionnaires) et Luc Ferry (décentralisation de l'Education Nationale)
2004	Réforme Raffarin de la Sécu, loi promulguée en août
2005	Printemps : Contre la loi Fillon, contre l'assouplissement des heures sup' 29 mai : Contre le Traité constitutionnel européen Automne : SNCF, puis EDF-GDF, grèves de Marseille Novembre : Révolte de la jeunesse populaire
2006	CPE et précarité

GRANDES MANIFS (chiffres des organisateurs, pour la police, diviser par 2, 3 voire 4 !)

12 décembre 1995	2 millions de manifestants
13 mai 2003	2 millions de manifestants
10 mars 2005	1 million de manifestants
4 octobre 2005	1 million de manifestants
28 mars 2006	3 millions de manifestants

QUELQUES COMMENTAIRES

1 Il y a un trou de 20 ans entre le renouveau des contradictions du capitalisme (années 1970) et le renouveau des luttes (années 1990).
2 Les luttes des années de «Gauche Plurielle» (1997-2002) sont plus marquées «extrême-gauche» : il y a bien une paralysie des directions politiques et syndicales réformistes, mais une relative permanence des luttes.
3 Ces directions réformistes n'avaient effectivement pas utilisé le mot d'ordre «retrait» depuis plus de dix ans (retrait du plan Juppé). Aux 35 h Aubry était opposée...une bonne application de la loi ! Aux réformes Raffarin des retraites et de la Sécu (2003-2004), de meilleures réformes...

4 Le calendrier est évidemment différent dans les autres pays d'Europe, mais sur une longue période, à une Europe «rose» des années 1980-1990, succède bien, au moins à l'ouest du continent, une période de grèves remarquables, de journées nationales et de manifestations exceptionnelles.
5 Le plan Juppé a été retiré, le 10 décembre 1995, mais appliqué tout de même ensuite, au fil des années, sous l'égide de Martine Aubry, en ce qui concerne le financement de la Sécu, et en 2005 pour les retraites de la fonction publique. Le CPE est retiré, mais les attaques vont continuer. Jusqu'où, jusqu'à quand ?

MC

Une lutte longue, un léger parfum de victoire

NESTLÉ, MARSEILLE / SAINT-MENET



Début janvier 2006, un accord a été signé entre le monopole suisse de l'alimentation Nestlé et un groupe d'actionnaires, Net Cacao. Dans l'immédiat, il va permettre la remise en route de 180 postes de travail pour la production de différents types de chocolat. Rappelons que Nestlé avait annoncé en avril 2004 la fermeture de l'usine pour juin 2005, la production étant abandonnée au profit d'un projet immobilier. Cela signifiait 427 personnes à la rue sans compter les sous-traitants.

CRÉATION DU GROUPE DE DÉFENSE. En juin 2004, s'est constitué le GDD (Groupe de défense de Nestlé-Saint Menet et de l'emploi industriel dans la vallée de l'Huveaune). Il rassemblait des organisations syndicales de l'usine, d'autres usines souvent en lutte pour l'emploi comme Panzani (agro-alimentaire), Arkéma (Chimie), SMT (électronique) et des comités de chômeurs. Y participaient également des associations populaires du quartier comme la confédération syndicale des familles et des organisations politiques de la gauche plurielle (PCF, Verts), la LCR, Ballon Rouge : en tout une quarantaine d'organisations.

Au début, l'orientation du GDD a été complètement dominée par les organisations réformistes : c'est ainsi qu'à l'occasion de la première manifestation de masse d'octobre 2004 appelée Nestival, les organisateurs ont offert la tribune aux élus politiques PS, PCF, Verts et LCR. Il s'agissait selon eux d'obtenir une «loi contre les licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices», (mot d'ordre favori de Lutte Ouvrière, organisation trotskiste) ce qui empêcherait la fermeture du site. Cela a provoqué la colère d'une partie du public qui voulait agir sans attendre.

LUTTE MULTIFORME. Les syndicalistes, essentiellement la CGT de l'usine, ont continué une lutte multiforme.

Juridique : «Nestlé devait donner les informations sur les motivations réelles du projet de fermeture et sur les propositions de possibles repreneurs» ce qui a fait reculer la date de fermeture et redonné espoir aux ouvriers.

Politique : le conseil général et le conseil régional aux mains du PS ont apporté leur soutien en paroles au maintien de l'activité industrielle sur le site ; le GDD a dénoncé Gaudin, le maire UMP de Marseille ;

Populaire : rassemblement devant la mairie, défilé en voiture, chaîne humaine, pique-nique, chanson, pièce de théâtre («La tentation du bazooka»), mobilisation

des habitants des quartiers environnants très ouvriers. Une délégation de syndicalistes allemands de Nestlé-Stuttgart est venue. Peu à peu, certaines illusions sur l'action des politiques ont fondu.

Les décisions de justice, parfois contradictoires, ont donné l'occasion aux ouvriers de légitimer l'occupation de l'usine. En effet, la production devait reprendre, Nestlé n'ayant pas respecté le droit du travail concernant les licenciements. En juin 2005, les ouvriers se sont organisés avec le GDD pour empêcher le déménagement des machines. La victoire du non au référendum en France (mai 2005) a-t-il joué en faveur de la radicalisation de certaines luttes ? En tout cas, la vigilance n'a pas faibli.

MAIS QUE FAIT L'UD CGT ? A partir de ce moment là, l'Union Départementale des syndicats CGT a peu soutenu la CGT de l'usine, disant «concentrer ses efforts sur l'action syndicale». En outre, la CGC (Confédération Générale des Cadres) de l'usine penchait pour la négociation d'un plan de licenciement.

Mais appuyée par le GDD, la CGT de l'usine a tenu bon. Le 24 août 2005, elle obtenait que la justice ordonne la reprise de l'activité qui sera effective début septembre. Nestlé cédait ses installations pour le franc symbolique à un repreneur qui devait maintenir les activités cacao et café. Un responsable CGT déclarait alors : «Dans tous les cas, un projet de reprise sera exa-

miné par les salariés, mais nous ne baissons pas la garde sur les questions sociales.»

CONSCIENCE DE CLASSE PLUS ÉLEVÉE. Aujourd'hui seule l'activité cacao a repris, pas celle du café. Certes sur les 427 ouvriers, seulement 180 retravaillent normalement. On ne peut pas dire que la lutte se conclut par une éclatante victoire, mais sans la tenacité des ouvriers de la section CGT et le soutien populaire large, la défaite aurait été complète. La lutte continue : des ouvriers vont partir en préretraite, mais une association de 80 anciens ouvriers de Nestlé a été créée dont l'objectif est leur réintégration dans l'usine pour la production de café soluble.

Au-delà de la réembauche des ouvriers, une chose est sûre : leur lutte a été l'occasion d'un progrès dans la conscience ; conscience de devoir compter surtout sur eux-mêmes, mais aussi de pouvoir être soutenus par d'autres couches populaires, conscience que la lutte est multiforme, que les élus politiques montrent leur vrai visage, qu'il ne faut pas attendre qu'une loi éventuelle octroie des droits aux travailleurs, qu'il faut être actifs, solidaires.

En annonçant la réembauche des 180 ouvriers, le GDD déclarait en guise de bilan : «Nous devons d'abord compter sur nos actions et imposer que les femmes, les hommes, l'emploi, le développement industriel soient la boussole qui guide la société. « Il exprimait ainsi seulement l'urgence nécessaire de construire le camp des travailleurs face au capital, mais pas vraiment de construire une autre société. Et avec ces limites-là, il n'exprimait pas encore la nécessité de se démarquer par des actes des politiques et syndicalistes réformistes et de lutter pour réduire leur influence.

La nécessité de renverser le système actuel et de construire le socialisme ne s'impose pas d'elle-même dans l'esprit des travailleurs combattifs. Mais c'est bien en menant des luttes avec la présence des communistes révolutionnaires que peut croître la conscience politique. **Militants VP**

FRANCE : PLUS DE PAUVRETÉ EN 2003

On a assisté en 2003 à une augmentation du nombre de personnes pauvres, (3,7 millions de personnes). La comparaison des taux de pauvreté monétaire des pays de l'Union européenne situe toutefois la France dans «une position légèrement plus favorable que la moyenne de ses partenaires», note le rapport du très officiel Observatoire National de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les femmes et les moins de 25 ans sont les plus touchés. La situation est défavorable aux personnes seules et aux familles monoparentales, parmi lesquelles les femmes sont largement majoritaires en tant que chef de famille. On observe depuis 1999, de manière stable, une plus grande proportion de femmes dans la population pauvre. Les moins de 25 ans continuent, eux aussi, à être surreprésentés dans l'ensemble des personnes pauvres par rapport à leur poids dans la population. «Des interrogations émergent sur une possible remontée de la pauvreté des personnes âgées, notamment lorsqu'elles sont seules», ajoute le rapport. Les relations entre pauvreté, chômage

et emploi sont étroites et complexes. La persistance d'un chômage massif et durable et le développement de certaines formes d'emploi ont eu pour conséquence une progression de la pauvreté des personnes d'âge actif. Le caractère précaire d'un nombre croissant d'emplois et la faiblesse de certaines rémunérations conduisent des personnes qui ont pourtant travaillé tout au long de l'année à des situations de pauvreté.

CAC 40 2005

Avec 84,3 milliards d'euros de profits l'an dernier, contre 66,2 milliards en 2004, les 40 plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Paris ont donc connu globalement une augmentation de 27% sur une seule année ! Les groupes financiers se portent très bien (BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole ou encore Axa), sans oublier Total, qui jouit des prix du pétrole... Pour la plupart des chroniqueurs ou journalistes ces résultats sont qualifiés de «bon»... Mais pour qui ?

CRÉATION DU COMITÉ D'AIDE AUX PRISONNIERS POLITIQUES DU (N) PC ITALIEN À PARIS

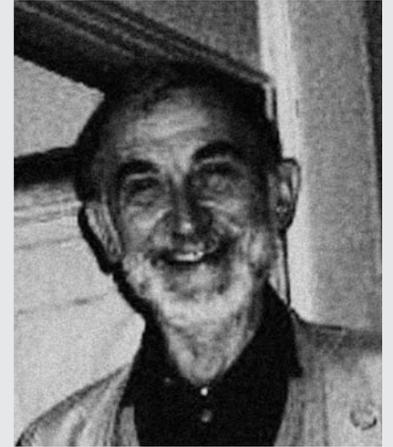
Dans un communiqué (dont nous publierons l'essentiel dans un prochain numéro), il est affirmé que : L'objectif du Comité est de renforcer la lutte internationale en cours pour la libération des camarades Maj et Czeppel. Le Comité développera dans la région de Paris les activités suivantes : — dénonciation martelée de la persécution en cours contre le Parti ; — mise à jour constante sur la situation des camarades Maj et Czeppel ; — promotion de la solidarité de classe à leurs égards ; — organisation de mobilisations pour la défense des droits politiques et pour la libération des deux camarades ; — propagande de la conception du (nouveau) PCI, pour contrer les mensonges avec lesquels la bourgeoisie cherche à embrouiller les idées sur le projet politique réel du Parti.



ÉCRIVONS DES MESSAGES DE SOLIDARITÉ AUX CAMARADES MAJ ET CZEPPÉL ! BRISONS L'ISOLEMENT !

Giuseppe Czeppel
340658 F bat 2D
M.A. Fleury Mérogis
7 avenue des peupliers
91705 Fleury Mérogis

Giuseppe Maj
285180 2^e Division
M.A. de la Santé
42 rue de la Santé
75014 Paris



LA COMMUNE : «GOUVERNEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE» (KARL MARX)

Le 18 mars 1871, le peuple parisien chassa le gouvernement bourgeois et instaura son pouvoir. Ce fût la Commune de Paris. Pendant soixante-douze jours ce pouvoir démontra qu'il était possible pour le peuple de s'émanciper de ceux qui l'oppriment et l'exploitent. Soixante-douze jours riches en événements, riches en transformations révolutionnaires, riches pour l'histoire du mouvement ouvrier. Riches en succès mais aussi en échecs, car la bourgeoisie écrasa la Commune, il y a 135 ans, en mai 1871.

Ces 72 jours sont toujours aussi méconnus, car la bourgeoisie, toujours dominante, n'en fait pas publicité. C'est pour nous réapproprier notre histoire populaire que nous avons publié cette brochure en 1997.

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



Une brochure Partisan 1.5 euro



Dans «Conscience et lutte de classe», publié aux éditions Contradictions*, Tom Thomas, aborde la question du rôle de l'idéologie dominante dans la lutte de classe, et des conditions de son abolition.

Conscience et lutte de classe

Un livre de Tom Thomas

Dans les deux premiers chapitres, l'auteur s'attache à montrer que les énormes moyens dont dispose la bourgeoisie et son état pour imposer sa domination idéologique, ne peuvent à eux seuls expliquer la puissance de cette domination sur la classe ouvrière. Cette idéologie puise sa force dans une réalité, celle des rapports d'appropriation capitalistes tels qu'ils se montrent à la surface, dans la vie quotidienne. Tom Thomas explicite le rôle du «fétichisme» comme base matérielle de cette domination de classe. Marx le définit comme le fait que pour les producteurs «les rapports de leurs travaux privés apparaissent [...] non des travaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais plutôt des rapports sociaux entre les choses». Il s'ensuit qu'il y a inversion entre l'essence des rapports sociaux et leur apparence immédiate. L'auteur montre ensuite combien ce fétichisme se développe avec l'extension des rap-

ports capitalistes, avec le développement de la science, des techniques et de la machinerie. Ces dernières sont le produit du travail des générations passées, mais se présentent aux hommes, aux ouvriers, comme des «forces productives du capital» lui-même.

Ce fétichisme s'applique non seulement les rapports sociaux dans la production, mais encore à l'Etat bourgeois lui-même, comme porteur de l'intérêt général et expression de la volonté des individus associés.

Ces fétichismes, base de l'idéologie bourgeoise, sont induits par les rapports d'appropriation capitalistes, ils ne disparaîtront qu'avec l'abolition de ces rapports. C'est donc une révolution sociale créant de nouveaux rapports sociaux d'appropriation – dont la révolution politique n'est qu'un moyen – qui les abolira et avec eux l'idéologie bourgeoise. En ce sens l'abolition de l'idéologie bourgeoise n'est pas un préalable à la lutte révolutionnaire ; mais un de ses résultats.

et de la lutte pour satisfaire les besoins du prolétariat tels qu'ils s'expriment aujourd'hui. Ces besoins sont, dans leur expression immédiate, marqués par les rapports d'aliénation. Cette lutte qui reste dans les rapports capitalistes n'en est pas pour autant illégitime. Mais pour ce constituer véritablement en classe indépendante, le prolétariat doit orienter son combat vers des besoins non aliénés, riches de développement humain, qui visent à s'approprier réellement la puissance sociale issue du travail des générations passées et aujourd'hui accaparée par la bourgeoisie.

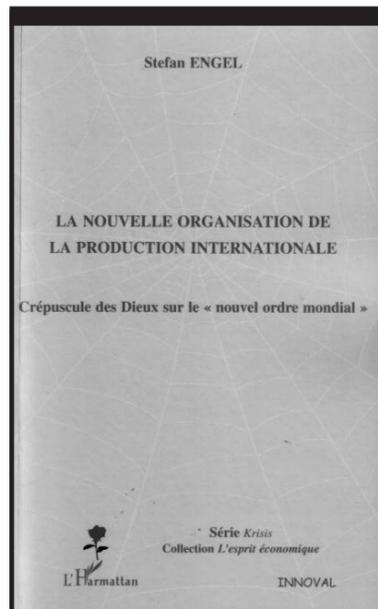
Tom Thomas termine logiquement par la question du parti. Il aborde les points essentiels du rapport du parti à la classe, du parti comme nécessité, du parti comme contradiction. Le parti est l'outil indispensable à la constitution du prolétariat en classe, en tant qu'il formalise et représente ses intérêts généraux, en tant qu'il est un état-major de combat. Le parti, nécessaire, est sans cesse l'objet d'une lutte qui, si elle progresse positivement, doit le transformer au fur et à mesure que les circonstances se modifient et que les hommes changent.

Le travail des communistes est bien, par le travail théorique, de dévoiler derrière l'apparence, l'essence (la réalité profonde) des phénomènes et des enjeux de classes. De donner «la vraie parole de la lutte». Mais le processus de subversion idéologique ne peut être de remplacer des idées fausses, par des idées justes, par la simple conviction de la pertinence de ces dernières. Le processus de transformation idéologique est en lien dialectique avec le changement des rapports sociaux, et le processus politique pratique de lutte contre la bourgeoisie, car «dans l'activité révolutionnaire, se changer soi-même et changer les conditions, coïncident.» (Karl Marx)

«Conscience et lutte de classe» soulève des questions et des problèmes qui sont l'actualité de la lutte et des tâches d'aujourd'hui. Il pose des questions et donne des orientations de réflexion et de travail, nourries des apports de Karl Marx. Tous points à approfondir et à débattre. Sa lecture est donc recommandée et utile pour tout militant qui souhaite approfondir la question de l'idéologie dominante, de ses bases, et des conditions de sa subversion. **GF**

Avant de traiter de la constitution du prolétariat en classe indépendante, Tom Thomas, aborde la question des besoins,

* Disponible à notre boîte postale (10 euros) ou à ALBATROZ, BP 404 75969 Paris Cedex 20 (10 euros port compris, chèque sans ordre)



CRÉPUSCULE DES DIEUX SUR LE «NOUVEL ORDRE MONDIAL» DE STEFAN ENGEL

L'éditeur l'Harmattan a pris en charge la publication en français du livre de Stefan Engel, sous le titre : «La nouvelle organisation de la production internationale». Nous rappelons les trois grandes parties de ce livre de 600 pages :

1/ Les changements essentiels dans l'économie politique de l'impérialisme ;
2/ La nouvelle organisation de la production internationale introduit une nouvelle

phase dans le développement de l'impérialisme ;
3/ La nouvelle organisation de la production internationale aggrave la crise du système impérialiste mondial.

Prix public : 39 euros. Nous le diffusons quant à nous au prix de 30 euros. Ceux qui nous l'ont commandé et payé le recevront bientôt.

Contre la coopération entre l'impérialisme français et Israël

Solidarité avec le peuple palestinien

PALESTINE

Depuis la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes, les impérialistes occidentaux n'ont cessé de faire pression sur le gouvernement palestinien pour qu'il reconnaisse Israël et renonce à la violence. L'Union Européenne vient de geler toute aide financière directe au gouvernement palestinien, aggravant nécessairement la situation du peuple, même si l'UE se défend de prendre des «mesures de punition collective».

L'indignation occidentale est tout à fait sélective. Le terrorisme de l'Etat Sioniste n'est jamais ou que très modérément critiqué. En mars, l'armée israélienne a attaqué la prison de Jéricho (sous administration de l'Autorité palestinienne), pour y enlever le dirigeant du FPLP et quatre autres militants, qui y étaient gardés sous le contrôle des USA et de la Grande Bretagne. Pays qui ont eu la «prudence» de retirer leurs observateurs une demi-heure avant l'intervention. Cet acte de guerre, qui violait des accords internationaux, n'a pas suscité de réprobation, et encore moins de sanction. Israël peut continuer la construction du mur et se préparer à annexer une partie de la Cisjordanie, sans craindre la moindre sanction internationale.

La France n'est pas en reste dans le soutien à Israël. Elle a été la première à dérouler le tapis rouge à Ariel Sharon. Elle a surtout développé la coopération avec Israël. Cette coopération prend de multiples formes : jumelages d'universités, coopération économique, mais aussi coopération militaire. Les industriels français et israéliens ont ainsi engagé en commun l'étude et la fabrication de drones. Ces petits avions sans pilote peuvent faire de l'observation ; mais aussi porter des armements. Ils sont utilisés par l'armée israélienne pour repérer et liquider des militants palestiniens.

La police israélienne rend en retour quelques services aux forces de répression françaises. Après les événements de novembre, les chefs de cette police, forts de leur expérience dans la répression de l'Intifada, sont venus à Paris pour donner quelques conseils à leurs homologues français.

Le 17 juillet 2005, un accord a été signé entre le gouvernement israélien et deux groupes français – Alstom et la Connex –

pour la construction d'un tramway sur des terres palestiniennes. Alstom sera chargé de la fourniture du matériel et de la construction. La Connex sera l'exploitant de la ligne. Le tramway traversera Jérusalem Est pour relier Jérusalem Ouest à deux colonies implantées illégalement par Israël en Cisjordanie.

Le gouvernement français n'a évidemment soulevé aucune objection à cette violation des résolutions de l'ONU, que la France a voté. Pour cause. Il a participé activement à la préparation de ce contrat entre des sociétés françaises et Israël.

Gilles Fabre

Une campagne de dénonciation de cet accord a été lancée par l'AFPS :

afps@France-palestine.org
www.France-palestine.org

★CONTRE LA SOLIDARITÉ DES IMPÉRIALISTES ET DE LEUR VALET SIONISTE. SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES !

★A BAS LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET MILITAIRE ENTRE LA FRANCE ET ISRAËL !

★BOYCOTT DES INTÉRÊTS ISRAËLIENS !

★SOUTIEN AUX FORCES PROGRESSISTES PALESTINIENNES !

MALI

Soutien aux grévistes de la mine d'or de Morila

Le Mali est le troisième producteur d'or africain. L'or est sa principale recette d'exportation. La production s'est fortement accrue depuis les années 90, passant de 16 tonnes par an en 1999 à 55 tonnes en 2004. Mais cette richesse bénéficie bien peu au peuple malien. Le Mali a, sous la pression du FMI, accepté un code minier très favorable aux entreprises étrangères. Les trois principales mines, Morila, Sadiola, Yatela, sont la propriété de sociétés Sud-Africaines (Anglogold et Randgold). Randgold est propriétaire de la mine de Morila, qui en a sous-traité l'exploitation à la Somadex, elle-même filiale du Groupe français Bouygues. Ce groupe contrôlait aussi la production d'électricité du Mali et la distribution d'eau, avant que le gouvernement du Mali n'en reprenne récemment le contrôle.

POUR ENCOURAGER L'INVESTISSEMENT, les entreprises étrangères bénéficient d'une exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices, moyennant une taxe de 3 % sur le chiffre d'affaire, qui n'est payable que la quatrième année d'exploitation. Cela pousse ces sociétés à intensifier la production pour épuiser le filon avant que le régime fiscal ne devienne moins favorable.

La Somadex emploie 600 personnes dont 530 ouvriers. Depuis juillet 2005, les ouvriers sont en lutte. Pourquoi ?

Les réserves de la mine sont estimées à 120 tonnes. L'extraction était prévue sur 11 ans. Mais en trois ans la société a



Vue sur la mine de Morila

déjà sorti 85 tonnes d'or, en imposant 12 heures de travail par jour aux ouvriers, 6 jours par semaine. La convention collective prévoyait des primes de rendement, mais la Somadex refusait de les payer, en les convertissant en avance sur salaire.

GRÈVE ! En juillet 2005, le comité syndical de la mine a lancé une grève de 72 heures. Non seulement pour le paiement des primes, mais aussi pour de meilleures conditions de travail. En effet, il n'existe sur la mine, ni dispensaire, ni ambulance, ni médecin. Les ouvriers vivent dans les logements sans eau (alors que l'exploitation de l'or exige énormément d'eau). Enfin certains contrats de travail avaient été falsifiés. De plus, l'extraction de l'or exige l'utilisa-

tion d'arsenic et de cyanure qui polluent l'eau et portent atteinte à la santé des habitants, comme à celle des troupeaux.

L'entreprise a répliqué à la grève en licenciant 17 grévistes et en accusant le secrétaire du syndicat de détournement de fonds. En riposte, le comité syndical a engagé une grève illimitée. Les 530 ouvriers grévistes ont été lock-outés. La gendarmerie et les milices de l'entreprise terrorisent les familles. 32 membres du syndicat ont été emprisonnés en septembre. 9 sont encore en prison à ce jour. Fin octobre, le secrétaire du syndicat et 4 délégués sont entrés dans la clandestinité, pour échapper à une arrestation. La section locale n'a pas reçu le soutien des syndicats nationaux maliens, aux quels elle s'est adressée.

Aujourd'hui, malgré la reprise partielle de l'activité de la mine, la lutte des travailleurs de Morila continue. Une pétition de soutien circule sur le net.

La lutte des mineurs de Morila est notre lutte. C'est la lutte contre notre impérialisme, contre Bouygues en particulier, mais pas seulement. C'est la lutte de tous les ouvriers pour mettre fin à l'exploitation. Exploités, la solidarité est notre force.

G.Fabre

- ★**SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS MALIENS EN LUTTE !**
- ★**RÉINTÉGRATION DES MINEURS LICENCIÉS !**
- ★**LIBÉRATION DES DÉTENUS !**
- ★**SATISFACTION DES REVENDICATIONS !**
- ★**IMPÉRIALISME FRANÇAIS HORS D'AFRIQUE !**
- ★**ANNULATION DE LA DETTE !**

La pétition est disponible sur : www.soutienmorila.info

LE PILLAGE DU MALI

Le chiffre d'affaires annuel de Bouygues, s'élève à 23 fois le budget de l'état malien. Cette société participe avec d'autres, françaises ou pas, au pillage du Mali. Par exemple en 2001, le Mali avait reçu 110 milliards de CFA au titre de la remise de dette, de dons, de prêts. Mais cette même année 128 millions de CFA avaient quitté le Mali, fonds rapatriés par les sociétés étrangères au titre de la rentabilisation des investissements de leurs actionnaires ou sociétés mères. En 2001 encore, les travailleurs maliens émigrés avaient envoyé au pays 60 milliards de CFA, mais cette année-là, 51 milliards de CFA avaient été payés aux banques et gouvernements impérialistes, au titre du service de la dette malienne.

SM, dimanche 23 avril

NÉPAL

TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE!



Katmandou la jeunesse assiège la royauté

Commencé le 6 avril, le vaste mouvement populaire (grève générale, manifestations dans la capitale, résistance armée...) en faveur de la fin de la monarchie et de la création d'une République démocratique se poursuit depuis plus de 15 jours, malgré la répression. Le parti communiste (maoïste) avait en novembre dernier été à l'initiative d'un Front Uni des partis d'oppositions. Le roi Gyanendra, qui s'était arrogé les pleins pouvoirs en février 2005, est plus que jamais isolé.

Sur la base d'un rapport de force national, les maoïstes, qui ont libéré une bonne partie des 75 districts du Népal, ont formé un large front avec sept autres partis démocratiques. C'est le 21 novembre dernier qu'avait été annoncé l'accord pour le rétablissement du Parlement dissous, la formation d'un gouvernement multipartite et l'organisation d'élections pour une Assemblée constituante. Ainsi, c'est toute

la société népalaise, ou presque – à l'exception des féodaux et de la cour royale – qui exige la fin de la monarchie.

C'est ce front uni démocratique qui est à l'origine du mouvement de protestation et qui a appelé à manifester massivement dans la capitale. Les autorités ont riposté en imposant un strict couvre-feu à Katmandou. «*Quiconque violera le couvre-feu sera la cible de tirs à vue*», ont-elles prévenu. L'opposition a maintenu son mot d'ordre : «*La protestation aura lieu (...) et le couvre-feu ne sera pas respecté*».

Une foule immense s'étendant sur des kilomètres s'est pressée aux portes de la capitale. Le samedi 22 avril, après 16 jours de lutte, c'est entre 200 000 et 500 000 personnes (selon l'AFP) qui ont bravé cette mesure, dans ce petit royaume himalayen qui compte 27 millions d'habitants. La répression a été importante : des dizaines de morts, des centaines de blessés. Il y aurait eu près de 4 000 arrestations. La répression s'étend désormais aux journalistes, dont au

moins 119 ont été pris dans des rafles, mais aussi aux avocats, aux professeurs... Les puissances impérialistes, notamment les USA, ont accentué leur pression politique, elles ont envoyé un émissaire indien dans la capitale népalaise afin de briser l'unité des partis d'opposition et trouver un compromis qui a été rejeté par le Front.

Malgré tout, le mécontentement s'étend également à l'appareil d'Etat. Ainsi, vingt-cinq fonctionnaires du ministère de l'Intérieur ont été arrêtés pour avoir fait grève et scandé des slogans contre le roi. Des soldats et des policiers ont refusé de tirer sur les manifestants.

Après les très importants succès du mouvement de protestation, et malgré une répression sanglante, toute l'opposition a appelé la population «*à poursuivre avec encore plus d'intensité dans la capitale et dans tout le pays [le mouvement] jusqu'à la chute du régime*», a-t-il été déclaré dans un communiqué du 22 avril.

300 obus par jour sur Gaza depuis 2 mois



Solidarité internationale avec la lutte contre le CPE et la précarité

A lors que les mouvements de protestation contre le CPE se poursuivaient en France, des étudiants et des jeunes travailleurs du monde entier ont commencé à faire preuve de leur soutien aux manifestants français et à organiser eux-mêmes des actions semblables. Quelques comptes-rendus de Suède, du Danemark, du Japon, du Brésil, des Etats-Unis, de Nouvelle-Zélande, d'Irlande, d'Angleterre, d'Espagne et de Turquie, témoignent d'actions de grèves d'étudiants et des occupations d'universités et de manifestations pacifiques ou violentes contre des entreprises et consulats français. En voici quelques exemples.

D'ITALIE, DE BELGIQUE ET D'ALLEMAGNE des étudiants et des travailleurs se sont déplacés en France lors des manifestations pour apporter leur soutien.

FUKUKOIA, JAPON, 19 MARS. Lors d'une ma-

nifestation contre la guerre, des jeunes travailleurs de Fukukoa portaient des pancartes contre le CPE et contre de nouvelles lois qui prendront effet au Japon dans un futur proche.

AUCKLAND, NOUVELLE-ZÉLANDE, 21 MARS. Plus de 1000 lycéens ont quitté les cours pour manifester contre les rémunérations appliquées aux jeunes, en associant leur manifestation à celles se déroulant en France. Des étudiants ont bloqué un des carrefours centraux de la ville.

COPENHAGUE, DANEMARK, 28 MARS. 200 personnes ont manifesté en solidarité devant l'Ambassade de France.

IZMIR, TURQUIE, 28 MARS. Des militants du MKLP (Parti Communiste Marxiste-Léniniste) ont fait exploser une bombe dans une branche de la compagnie d'assurance AXA, en solidarité avec les étudiants et les travailleurs français qui s'opposent au CPE.

NEW-YORK, USA, 28 MARS. Des jeunes gens de l'organisation Etudiants pour une Société Démocratique (SDS) ont manifesté jusqu'au consulat français, à Manhattan, avec des banderoles appelant au retrait du CPE.

RIO DE JANEIRO, BRÉSIL, 29 MARS. Un certain nombre de manifestants, dont deux de nationalité française, ont distribué des tracts devant le Consulat français, puis ont essayé de pénétrer dans les bâtiments.

EN SUÈDE, la révolte de la jeunesse française a inspiré une opposition à des réformes sur l'emploi des jeunes. Ainsi près de 500 personnes, jeunes et travailleurs de Gothenburg, rassemblés sur la place centrale de Stockholm, ont manifesté contre les attaques du Centerpartiet (parti libéral suédois). Ils ont détruit plusieurs fenêtres de leurs locaux ; puis les fenêtres du Consulat français ont été également fracassées en soutien à la lutte en France. Le cortège a marché vers l'ambassade française pendant que les manifestants scandaient que ce n'était que le commencement pour le peuple en France et en Suède.



Nouvelle-Zélande

A COPENHAGUE, 200 personnes ont protesté face à l'ambassade de France.

Une démonstration similaire de solidarité a eu lieu à **DUBLIN EN IRLANDE.**

D'ALLEMAGNE, un message de solidarité des «manifestations de lundi» nous est parvenu. Ces manifestations ont lieu depuis deux ans dans plus de 100 villes en Allemagne tous les lundis. Pour l'essentiel, le message dit : Chers étudiants/ lycéens / travailleurs en lutte ! Les manifestants se déclarent solidaires avec le mouvement de protestations en France et protestent contre les médias qui tentent de le discréditer en ne mettant en avant que les «scènes de violence». Le message se termine en disant : «Vôtre lutte nous encourage tous ! Tous ensemble nous sommes forts - par delà les frontières !»

D'ALLEMAGNE ENCORE, une déclaration du MLPD et de son organisation de jeunes Rebell adresse à la France «des salutations solidaires et combattives à l'occasion de la journée nationale de protestation et de grève du 28 mars en France». Cette déclaration estime que «la réponse par une «grève générale» tape dans le mille. Seule la lutte résolue peut mettre en échec des lois réactionnaires et les gouvernements qui en sont responsables. En Allemagne, le gouvernement prévoit la levée de la protection contre le licenciement pour tous les employés pendant les deux premières années après l'embauche.» Et elle affirme qu'il faut «nouer des liens, apprendre les uns des autres dans la lutte pour notre avenir commun. Vive la solidarité internationale !»



Italie



New-York

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 203

ÉDITO : TOUTES NOS LUTTES SONT POLITIQUES ET INTERNATIONALES	2
SANS-PAPIERS : TOUS UNIS ...AVEC DES DIFFÉRENCES	3
LES JEUNES ONT FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT	4
MEETING OÙ VA LA CGT ?	5
LE MIRACLE DANOIS ?	6
FLEXI-SÉCURITÉ : LA GRANDE CONVERGENCE	7
LIVRE : CHÔMAGE, DES SECRETS BIEN GARDÉS	8
MARSEILLE : NESTLÉ, UN LÉGER PARFUM DE VICTOIRE	9
MALI / NÉPAL / PALESTINE	11

PARUTION DU NUMÉRO 204 VERS LE 24 MAI. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 14 MAI

PAS QU'EN FRANCE !

MANIFESTATIONS

La Grande-Bretagne, avec le chiffre historique de 1,5 million de grévistes, la Grèce avec une grève générale de 2 millions de personnes et l'Allemagne ont connu des manifestations en mars de grande envergure. Tandis que la contestation allemande porte sur la durée du temps de travail, elle a pour objectif de lutter contre l'allongement de l'âge de la retraite en Angleterre. C'est partout que les conditions de vie et de travail sont attaquées.

LE projet gouvernemental consistant à repousser à 65 ans l'âge de la retraite dans les administrations locales, au lieu de 60 ans dans l'administration centrale, a été le détonateur d'une grève.

SANS PRÉCÉDENT DEPUIS 1926. Mais c'est la faillite totale du principe des fonds de pension privés (par capitalisation) pour financer les retraites des fonctionnaires qui est à l'origine du mouvement social. Depuis Thatcher, les retraites des fonctionnaires ne sont plus couvertes qu'à hauteur de 20% par l'Etat, le reste étant pris en charge par ces fameux fonds de pension. Or les futurs retraités du service public anglais ont bien du souci à se faire : les fonds de pension sont endettés à hauteur de... 220 milliards d'euros ! D'où ces manif monstres, les plus importantes en Grande-Bretagne depuis 1926 ! C'est ce système de retraites que les économistes libéraux ont tenté de nous vendre il y a peu, en 2000...

LUTTE DE LONGUE HALEINE. L'Allemagne, quant à elle, est touchée par un mouvement de grèves dans les services publics depuis dix semaines. Ce conflit, le plus dur depuis 14 ans dans le secteur public, porte sur le refus de l'allongement de la durée du temps de travail. La métallurgie allemande est elle aussi parcourue par une vague de protestations pour l'augmentation des salaires (voir notre précédent journal). En mars, l'industrie automobile est entrée dans la danse, avec le débrayage d'un millier de salariés de BMW pour une «grève d'avertissement» qui devrait progressi-

vement toucher d'autres constructeurs automobiles et industriels.

«SI SE PUEDE» AUX ETATS-UNIS. Le 25 mars, 500 000 personnes avaient défilé dans les rues de Los Angeles. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche 9 avril 2006 à travers les Etats-Unis pour demander la légalisation du statut de 11 millions d'immigrants clandestins.

Scandant «Si se puede» («Oui, c'est possible»), entre 350 000 et 500 000 manifestants ont investi les rues du centre de Dallas au Texas. Des manifestations ont également été organisées dans plusieurs villes du Nouveau-Mexique, du Michigan, de l'Alabama, de l'Utah, de l'Oregon, de l'Idaho et de la Californie.

Dans les jours qui ont suivi la marche, des dizaines de milliers de lycéens ont organisé des manifestations spontanées, bloquant la circulation et formant des piquets de grève devant les mairies. A Tucson et Phoenix, dans l'Arizona, plusieurs milliers d'étudiants ont pris part à des grèves, parfois ils ont bloqué la circulation. Le lundi 26 mars, une grève dans le comté de Los Angeles avaient regroupé environ 36 000 étudiants. Des manifestations ont également été rapportées en provenance de Houston, El Paso et Los Angeles.

DIFFUSEZ Partisan
FAITES LIRE Partisan

★ AGENDA

FILMS À VOIR

TABAC LA CONSPIRATION, un documentaire choc de Nadia Collot. Faire toujours plus de profit sur le dos des vivants qu'on précipite vers la mort est une prouesse dans laquelle l'industrie du tabac excelle. Le remarquable, et terrifiant, documentaire en donne les ressorts nauséeux. Véritable pouvoir toxique qui terrasse sa clientèle, l'industrie mondiale du tabac est littéralement prête à toutes les abominations : ajout d'ammoniac dans les cigarettes, orientation des campagnes publicitaires vers les jeunes, stratégie agressive de contamination de l'Afrique pour compenser la baisse des ventes en Europe, implication des cigarettiers eux-mêmes dans des activités de contrebande pour écouler leur poison et, surtout, pratique renouvelée du mensonge par les capitalistes du tabac pour persuader que, finalement, celui-ci ne serait pas bien dangereux...

Et puis aussi :
SAUF LE RESPECT QUE JE VOUS DOIS
LE CAUCHEMAR DE DARWIN
LE MALENTENDU COLONIAL

NE LAISSONS PAS FAIRE !

Lundi 8 mai 2006 (16 h - 22 h). Soirée de solidarité avec le collectif Ne Laissons Pas Faire ! Le collectif aide et soutient les prisonnie-re-s d'Action Directe par des campagnes d'information, des actions ou des manifestations.

ATTENTION ! à 16 h précises : Projection du film «Retour sur ma vie de militante politique» (durée 1h30), dernier entretien de Joëlle Aubron, décédée le 1er mars 2006.

CENTRE INTERNATIONAL DE CULTURE POPULAIRE, 21 ter rue Voltaire, Paris 11e (métro : Nation) de 16 h à 22 h précises ! P.A.F. : 5 euros